

TSPACE (UNIVERSITY OF TORONTO)

ACADEMIC PUBLICATION

RESEARCH ARTICLE

**Agir pour les autres :
Gouvernementalite, developpement et
pratique du politique**

AUTHORS

Tania Murray Li

ILMIN LIBRARY • ACADEMIC FREE ACCESS

<https://ilminlibrary.com>

Tania Murray Li

Agir pour les autres

Gouvernementalité, développement
et pratique du politique

Traduit de l'anglais par Fadhila Le Meur et Pierre-Yves Le Meur

Préface de Pierre-Yves Le Meur

« Titre original : *The will to improve.*

Governmentality, Development, and the Practice of Politics. »

© 2007, Duke University Press

KARTHALA sur internet :

www.karthala.com

(paiement sécurisé)

Couverture : Maisons à Dongi-Dongi en 2009, 8 ans après l'occupation du terrain par le Forum des Paysans Libres. Photo par Arianto Sangaji (D.R.).

Éditions Karthala et APAD, 2020

ISBN : 978-2-8111-2735-0

Édition Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

APAD
IRC Suprago – BP 5098
34093 Montpellier – Cedex 05

Table des matières

Remerciements	5
Préface.....	7
Introduction	17
La volonté d'améliorer.....	21
Techniciser	24
La pratique du politique comme provocation	28
Gouvernementalité, souveraineté et discipline	31
Les limites de la gouvernementalité	37
Le capitalisme et ses contradictions.....	39
Positions critiques	42
Pour une méthode ethnographique	48
1. Positions contradictoires	53
Le droit de gouverner.....	54
Gouverner à l'économie.....	57
Libertés du marché ?	62
Régime éthique	65
Définir la différence	69
La question coutumière.....	74
Continuités et réalignements.....	77
La violence comme technique	81
Le régime de développement de l'Ordre nouveau	84
Conclusion	87
2. Projets, pratiques et effets.....	89
Pourquoi intervenir ?	89
La constitution de sujets chrétiens	96
Améliorer la production	98
Scénarios de crise.....	101
Conséquences	104
L'histoire de Tompi	106
Ordres nouveaux	109
Pratiques de compromis	113
Limites forestières.....	115
Dans le chaudron des sorcières	117

Positionnements émergents.....	123
Conclusion	126
3. Formations du capital et de l'identité	129
Faire de la terre une propriété privée	131
Marchandiser la terre	136
Processus d'accumulation et de déplacement	139
Migration bugis et cacao	143
Réagir à la vague	145
Revendiquer un lieu	149
Frontières religieuses	151
Conclusion	156
4. Techniciser ?	159
Protection du parc	160
Au cœur des documents	161
Améliorations des modes de subsistance	164
La volonté de conserver ?	167
Effets directs	171
Les agriculteurs progressistes de CARE	173
L'égaré de TNC	177
Positions critiques	180
Le cas de Katu	183
Connexions avec les ONG	185
Les routes de Dongi-Dongi	187
Conclusion	192
5. La pratique du politique en débat	193
Vous entrez dans le domaine souverain du Forum des Paysans	
Libres	195
Réinstallation revisitée	200
Positionnements complexes	204
Qui est autochtone ici ?	207
Conduite politique	213
Au cœur de Dongi-Dongi	219
Le déni du politique	225
Conclusion	227
6. Provocation et retournement	231
Conservation planifiée	232
Loi, limites et compromis	236
Donner corps aux catégories	239
Régimes d'exploitation du rotang	243
La question des cartes	245

Suivi collaboratif	246
Sécuriser « la participation et l'assentiment »	248
Accords communautaires de conservation	254
La genèse de sujets environnementaux	257
Qui représente ?	260
La provocation est mutuelle	265
Conclusion	269
7. Le développement à l'âge du néolibéralisme	271
Gouverner via la communauté	273
Les réformes après Suharto	279
La stratégie d'aide-pays	282
Optimiser le capital social, ou instaurer de bonnes relations sociales	286
Le tournant ethnographique	288
Le Projet de développement du Kecamatan (PDK)	290
Techniques de lutte contre la corruption	294
Les meilleurs des mondes ?	297
Gestion des conflits	300
Façonner des interventions	305
Renforcer les frontières	307
L'épreuve du monde	310
Conclusion	313
Conclusion	317
Améliorer l'amélioration ?	320
Problèmes de tutelle	325
Résumé	329
Postface. Agir pour les autres, douze ans après	331
Bibliographie	335
Table des figures	361

Préface

Pierre-Yves Le Meur

La traduction française du livre *The Will to Improve. Governmentality, Development, and the Practice of Politics* (Duke University Press) publié en 2007 par Tania Murray Li, professeure d'anthropologie à l'Université de Toronto, est une excellente nouvelle à plusieurs titres. Tout d'abord, elle offre au public francophone, « euro-africain », celui qui constitue la base historique de l'APAD, une version de cet ouvrage important. Tania Murray Li travaille son terrain indonésien et en particulier les hautes terres de Sulawesi depuis les années 1990, après une thèse d'anthropologie urbaine sur la communauté malaise de Singapour (Li, 1987) et quelques années de travail dans le monde du développement. La combinaison d'une approche ethnographique au long cours et d'une perspective historique lui a permis d'explorer avec finesse les transformations de la politique des appartenances et des ressources naturelles dans les hautes terres indonésiennes sous la pression de dispositifs et d'assemblages variés, dans des contextes de frontières coloniales, développementistes et/ou capitalistes. *The Will to Improve* constitue un jalon essentiel de ce cheminement empirique et théorique que Tania Murray continue de poursuivre avec talent (Li, 2014).

Commençons par le commencement : le titre. *The Will to Improve* : la volonté d'améliorer ? L'expression paraît un peu absconse ou trop allusive. Ce livre fascinant traite de colonisation, de développement : peut-être « la volonté de progrès » ? Mais de qui émane cette volonté de progrès ? Des « sujets » des interventions de développement souhaitant à tout prix accéder au progrès ou à la modernité promise par la colonisation ou le développement ? Laissons de côté pour l'instant la nature de cette promesse, à savoir qu'elle n'est jamais tenue, et qu'elle ne peut ou ne doit d'ailleurs pas l'être pour diverses raisons. Autre option, la volonté de progrès émanerait des initiateurs de ces interventions, gouvernements coloniaux, agences de développement ou ONG. C'est bien le sujet de ce livre : la volonté d'*Agir pour les autres*. Ce désir, souvent signe d'une volonté de puissance quasi-démiurgique de la part des institutions qui le portent, veut à la fois agir sur et pour les « autres ». Les guillemets sont ici nécessaires : il s'agit bien d'une qualification exogène qui est en même temps production des groupes sociaux destinataires de cette offre dont le refus n'est *a priori* pas une option, même si certains groupes refusent encore et toujours de se laisser gouverner (Scott, 2009). L'action commence avec la qualification. En d'autres termes, cette volonté d'agir pour les autres, relève de rapports de pouvoir et de savoir extrêmement

inégaux, qui constituent ses conditions de possibilité et qu'elle contribue à reproduire et approfondir.

Le travail de qualification ne se limite pas à la population cible de l'intervention. Il inclut également le problème à résoudre. Les deux mécanismes opèrent de concert : tandis que les groupes sociaux sont construits et réifiés comme « autres » arriérés, primitifs, indigènes ou paysans, les questions relevant de leur amélioration sont problématisées de manière à s'inscrire dans l'espace balisé de l'intervention technique. La relégation de la cible de l'intervention au statut d'« autre » à améliorer et la technicisation des interventions supposées résoudre les problèmes qui le maintiennent dans sa condition, constituent les deux faces d'un même processus aboutissant à la création de réalités fictives – les projets de développement – aux effets très concrets. De ce point de vue, le cas le plus extravagant dépeint par Tania Murray Li est le *Kecamatan Development Project* (KDP) de la Banque mondiale, qui ne vise rien moins que la refondation du pays *via* une communauté plus fantasmée que réelle. Extravagant, il l'est par son ampleur : il touchera un village sur trois dans l'archipel au cours de ses deux premières phases (1998-2003) et absorbera un milliard de dollars de prêt. Il l'est également dans sa volonté de restaurer la communauté villageoise comme pilier de la société sur la base d'un paradoxe déjà repéré par N. Rose dans son analyse du « gouvernement *via* la communauté » (1999) : la communauté est supposée préexister à l'intervention comme forme « naturelle » d'organisation mais elle doit en même temps être restaurée, « révélée » à ses membres (amnésiques ? oublieux de leurs traditions ?) par cette même intervention.

En dépit de son gigantisme exceptionnel et de son ambition démesurée, ce projet s'inscrit dans une généalogie remontant à la colonisation tardive, avec des programmes (décrits au chapitre 1) qui visaient également à reconstruire la société villageoise et à réhabiliter une tradition *de facto* réinventée. La force du livre de Tania Murray Li, qui a pour théâtre l'Indonésie et plus particulièrement les hautes terres de Sulawesi, réside en effet dans le souci d'inscrire l'analyse de la volonté d'agir pour les autres dans la longue durée, depuis l'expansion du capitalisme marchand européen, en particulier *via* la Compagnie des Indes Orientales, jusqu'aux actions récentes de la Banque mondiale et d'ONG environnementalistes comme The Nature Conservancy, en passant par la colonisation territoriale et administrative des Néerlandais et l'orientation développementiste de l'État indonésien après l'indépendance du pays en 1947, le tournant autoritaire né du coup d'État sanglant de 1966 et la transition démocratique démarrée en 1998. Ce sont les avatars d'une promesse toujours répétée et toujours repoussée qui constituent le cœur de cette entreprise historique et ethnographique.

Le livre a fait l'objet de divers comptes rendus et revues critiques et on retiendra en particulier le forum organisé par Rachel Silvey lors de la conférence annuelle de l'Association des géographes américains de 2008 (Silvey, 2010). Les commentaires tournaient autour de trois grands

thèmes : les relations entre pouvoir, hégémonie et développement, renvoyant à Gramsci, référence clé qui traverse le livre de Tania Murray Li en contrepoint, à son usage nuancé du triangle souveraineté-discipline-gouvernementalité de Foucault ; le rôle de l'État à l'âge du néolibéralisme, ou inversement les effets de ce dernier sur les logiques étatiques et développementistes ; les débats sur l'éthique et les positionnements des chercheurs étudiant le développement.

Concernant ce dernier point, le choix de Tania Murray Li est clair et sa posture est critique et extérieure, à l'opposé de celle de David Mosse par exemple, dont le livre *Cultivating Development* repose sur un positionnement variable de l'auteur par rapport au projet étudié : impliqué régulièrement et pendant plusieurs années comme anthropologue-consultant, mais selon des modalités variables, plus ou moins intérieures ou extérieures (études d'impact, recherche appliquée, suivi-évaluation), puis retournant sur ce même terrain dans une posture plus académique (Mosse, 2005 : préface et 11-14 ; voir aussi Mosse, 2006 : 938-939). Le choix de Tania Murray Li est cohérent avec son projet ethnographique : « To make the process of intervention strange », comme elle l'a récemment reformulé au cours d'une conférence organisée à Montpellier à l'occasion de la présente traduction de son livre¹. Il ne s'agit pas de proposer une vision exotisante du développement, mais de mettre à distance les dispositifs d'intervention pour éviter de les méconnaître ou de les voir comme allant de soi. Mise à distance et posture critique semblent aller de pair de ce point de vue. Toutefois, comme le fait remarquer Anthony Bebbington (2010), cette posture critique s'accompagne d'une asymétrie méthodologique, puisqu'à la riche ethnographie des situations de développement fait face une approche des dispositifs plus centrée sur les textes et documents de projets que sur le fonctionnement interne des organismes qui les portent, agences internationales ou ONG. Cette asymétrie est relative, pas absolue, comme par exemple dans le cas de Stuart Kirsch qui dans son anthropologie du capitalisme minier en Papouasie-Nouvelle-Guinée (2014) refuse d'ethnographier les firmes, par peur de l'encliquage et de l'instrumentalisation. Cette posture scientifiquement intenable dénote un manque de confiance étonnant dans la robustesse de l'appareillage méthodologique anthropologique. Le point de vue de Tania Murray Li est plus nuancé et dans sa réponse à Bebbington (Li, 2010), elle reformule la question en termes d'articulation entre gains heuristiques et contraintes éthiques, aux fondements d'un choix de positionnement plus ou moins intérieur ou extérieur à la situation sociale analysée. D'un point de vue méthodologique et théorique, Tania Murray Li reconnaît le caractère trop linéaire – et j'ajouterais, potentiellement téléologique – de son récit du KDP. Elle a développé ultérieurement une vision plus systématique de la notion d'assemblage (Li, 2007) qu'elle utilise de manière plus allusive dans *The Will to Improve*.

1. Conférence organisée par la MSH Sud à Montpellier le 23 juin 2018, accessible en ligne [https://www.youtube.com/watch?v=VzFB3HxJ3P8].

On retrouve dans l'article l'influence de Deleuze et Guattari pour la notion d'agencement et celle de Foucault pour la notion de dispositif (Agamben, 2007); une autre référence (non mobilisée) aurait pu être Latour (2005).

Le livre de Tania Murray Li est paru en 2007, à peu près à la même époque qu'une série d'autres ouvrages importants dans le champ de l'anthropologie du développement, comme celui de David Mosse déjà évoqué (2005) et *Conservation is our government now* de Paige West (2006). Il se situe à la confluence de deux approches: une approche interactionniste des situations de développement représentée par l'école de Wageningen (Long, Arce) et l'APAD (Bierschenk, Blundo, Chauveau, Olivier de Sardan) et une autre, plus foucauldienne et souvent un peu « sur-théorisée » (Ferguson, Escobar). En quelque sorte, Tania Murray Li emprunte sa posture empirique à la première approche pour interroger les propositions théoriques de la seconde, autour d'une tension productive entre pratiques de gouvernement et pratiques du politique. Mosse et West se situent aussi à ce point de convergence, le premier mobilisant également la sociologie de l'acteur-réseau de Latour et Callon (voir aussi Lewis et Mosse, 2006; Jacob, Lavigne Delville, Le Meur, 2015).

Une décennie après la publication de *The Will to Improve*, l'anthropologie du développement a continué d'explorer un territoire éclaté en de multiples sites de production et de mise en pratique de normes, de savoirs, d'institutions. Cet éclatement est à l'origine, d'une part, d'une gouvernamentalité très spécifique, un « gouvernement à distance » (Miller et Rose, 1990), du fait même de la configuration multi-située des dispositifs du développement et des mises à distance de l'action qu'ils instaurent, et d'autre part, de pratiques du politique que ces caractéristiques contribuent à reconfigurer, par exemple *via* la mise en place d'alliances multi-situées, que Stuart Kirsch regroupe sous le terme de *politics of space* (2014). Plusieurs ouvrages ont cherché à rendre compte de ces tensions et extensions et à « re-symétriser » d'un point de vue méthodologique l'anthropologie du développement en s'aventurant « au cœur du monde de l'aide » (Lavigne Delville et Frésia, 2018, voir aussi Mosse, 2011, Rottenburg, 2009).

Dans le même temps, le développement s'est également transformé, sans jamais se départir de son caractère de promesse toujours suspendue, que la généralisation tous azimuts du terme de « transition » symbolise à merveille, transition parfois qualifiée (transition énergétique, alimentaire, démographique...), mais de plus en plus sans qualité. Le terme est vide, sans contenu ni perspective, juste un horizon, au sens strict du terme, une ligne qui recule à mesure qu'on progresse entre deux points, l'un fictif, l'autre fantasmé. C'était déjà le cas des termes de progrès, de modernisation, voire de développement, mais la notion de transition qui les remplace partiellement, accentue encore ce tournant sémantique vers le mouvement pour le mouvement, qui marque la logique néolibérale. Accessoirement, le mot permet aussi d'éviter l'usage de termes à la charge politique plus affirmée, « crise » par exemple. C'est en relation avec ce contexte que Tania Murray Li situe dans deux textes récents l'approche développée

dans *The Will to Improve* – le développement comme intentionnalité – dans un cadre plus large, opposant le grand récit téléologique du développement comme immanence (notion empruntée à Cowen et Shenton, 1996) à celui de la critique et de la résistance, polarité qui met donc en regard l'absence d'alternative d'un côté et sa possibilité de l'autre (Li, 2017).

L'opposition entre gouvernement et politique irrigue les tensions entre le développement comme intention, immanence et résistance. Elle trouve un sens renouvelé dans les tentatives récentes d'étendre le domaine de la technicisation au politique, comme l'illustre un rapport récent de la Banque mondiale (Khemani *et al.*, 2016): la dépolitisation du politique comme stade suprême de la technicisation? Ramener le politique à des technologies électorales et communicationnelles correspond à ce désir. Pourtant, comme Tania Murray Li le note aussi dans la postface du présent ouvrage, l'extension du domaine de la technicisation vers les terrains incertains du politique comporte aussi le risque d'une dilution de son pouvoir transformatif et d'une marginalisation de ses objectifs (Li, 2017: 1258).

De manière analogue même si les cheminements sont différents, on constate du côté du monde de l'entreprise un souci croissant, depuis la fin des années 1990, de dés-économiser l'économie dans ses effets les plus brutaux, en proposant le kit technicisé de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE), supposé injecter une dose d'éthique dans la jungle du business. On ne peut s'empêcher de penser au « gouvernement éthique » promu par les Néerlandais dans l'Indonésie coloniale des années 1905-1930, dont Tania Murray Li montre bien au chapitre 1 comment il a systématisé le schéma paternaliste de la tutelle (*trusteeship*) au fondement de la volonté d'agir pour les autres. Le discours de la RSE dans le secteur extractif exprime le déplacement qui tend à s'opérer des relations sociales de production vers des relations sociales de compensation (Filer et Le Meur, 2017). Ce déplacement résulte de la diminution des besoins du secteur en force de travail, du fait de la mécanisation et de l'automatisation partielle de l'extraction. Il exprime aussi la montée de l'enjeu environnemental qui, pour les entreprises, est passé d'un statut d'externalité à celui de risque réputationnel et donc financier. En effet, les principes de l'Équateur, forgés à partir de 2003 sous l'impulsion de la Banque mondiale, requièrent de bonnes pratiques environnementales pour accéder aux financements internationaux.

Ce mouvement relève plus largement d'un contexte contemporain de remise en cause du travail stable, salarié, comme promesse du développement dans sa variante « immanente », celle du grand récit téléologique de la modernisation et du progrès (Ferguson et Li, 2018). L'inéluctable « destruction créatrice » qui sous-tend le récit du développement capitaliste apparaît plus destructrice que créatrice, comme on peut l'observer dans le monde de l'industrie extractive, mais aussi sur les frontières du capitalisme explorées par Tania Murray Li dans *Land's End* (2014). Emplois et savoirs professionnels disparaissent sous la pression de l'industrialisation et de l'automatisation, ou de l'extension de plantations

capitalistes, tandis que l'empreinte et l'emprise environnementales de ces différentes formes d'extractivisme s'étendent, et que disparaissent avec elles les savoirs associés aux espaces et écosystèmes détruits. L'accès au travail – salariat direct ou entreprenariat de sous-traitance – s'inscrit dès lors lui-même dans une logique de compensation, ce qui ne veut pas dire que le travail lui-même soit vécu et représenté en ces termes. On retrouve au cœur de la genèse de l'entreprise capitaliste taylorienne, comme de ses avatars actuels, la tendance à réduire le salaire à une compensation, compensation pour la vente de la force de travail brute, dépouillée de la part cognitive et créative – la part d'œuvre (Arendt, 1961) – qui lui est initialement intrinsèque (Crawford, 2010: 53). Apogée de cette tendance, la prolifération des *bullshit jobs* décrit par David Graeber (2018) et l'accroissement d'une *surplus population* (Li 2017), superflue du point de vue du capital. Le travail, en s'extrayant de sa gangue sociale, morale et cognitive, devient en quelque sorte abstrait au sens de Marx (Crawford, 2010: 50). Ce mouvement participe de la tendance à la virtualisation de l'économie réelle, processus d'abstraction ou de dés-enchâssement social qui acquiert une force prescriptive (Carrier et Miller, 1998; Mitchell, 2008, 2011).

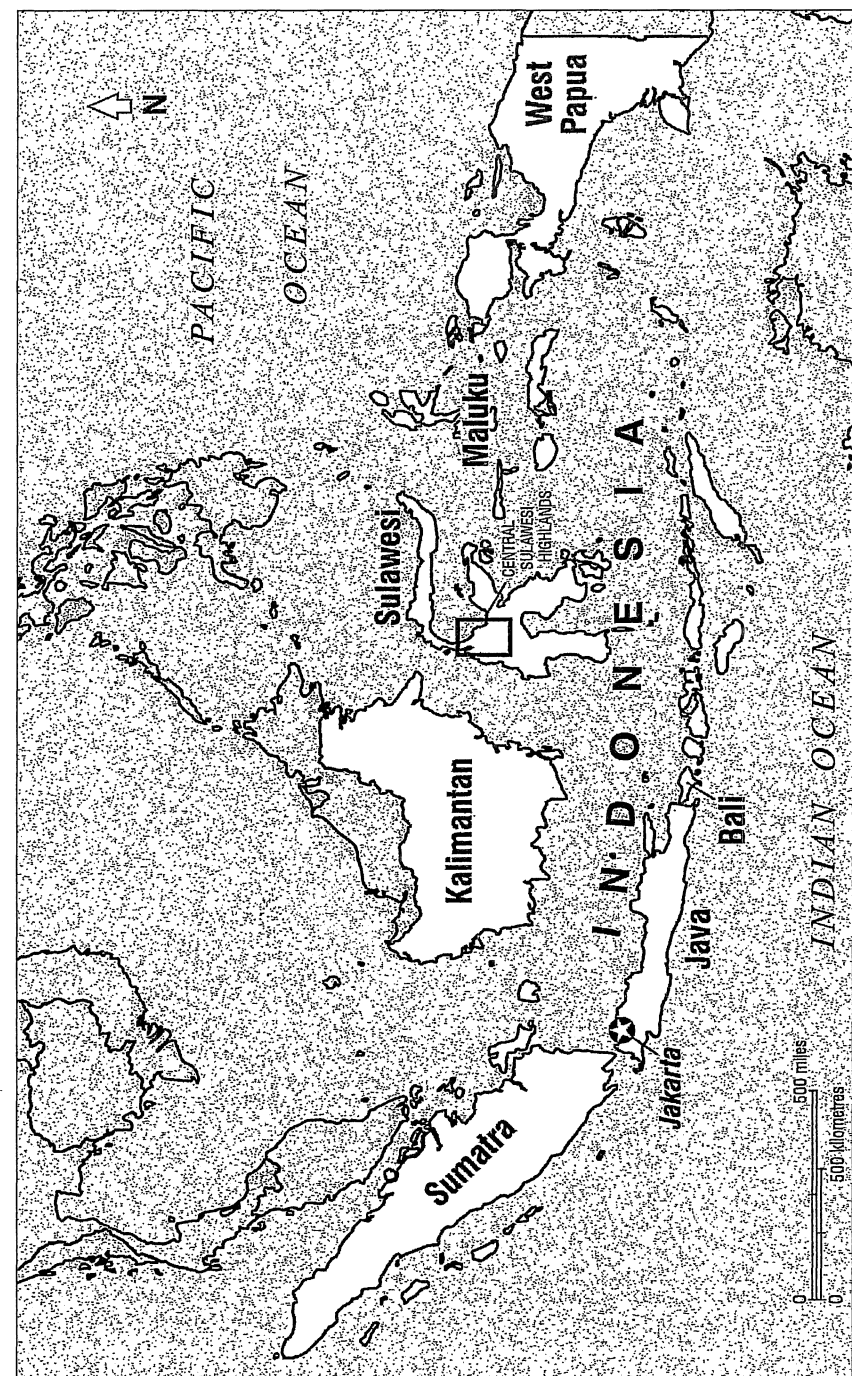
L'attention portée par Tania Murray Li dans ses travaux récents (Li, 2011, 2014, 2017; Ferguson et Li, 2018) à la question du travail abordée dans son entièreté – comme activité matérielle et physique, cognitive et morale, enchâssée dans des réseaux et relations sociales, intrinsèquement liée à des formes d'exclusion, et transformatrice des identités et des appartenances – s'inscrit dans le dernier des trois discours du développement identifiés antérieurement (Li, 2017): le discours, critique, de mise au jour des rapports de force masqués par l'illusion de la nécessité et de l'inéluctabilité, qui irrigue le premier discours du développement, celui de la téléologie et de l'immanence. Qu'est-il alors advenu du second récit, celui du développement intentionnel et technicisé nourri de la volonté d'agir pour les autres? On pourrait avancer qu'il a été victime de ses prétentions hégémoniques, dès lors qu'il a cherché à étendre son champ d'action jusqu'à vouloir inclure le politique: étouffé en quelque sorte par cet objet rétif. « "After" development, then, we are left with politics » (Li, 2017: 1259). Et pourtant, les programmes de développement, comme indifférents à leurs échecs ou s'en nourrissant dans une logique paradoxale d'autisme réflexif – plus la réalité résiste, plus il faut continuer – continuent d'être conçus, mis en œuvre, évalués, suivis – et démembrés par les groupes cibles (ou non), et le grand livre de Tania Li conserve toute son actualité.

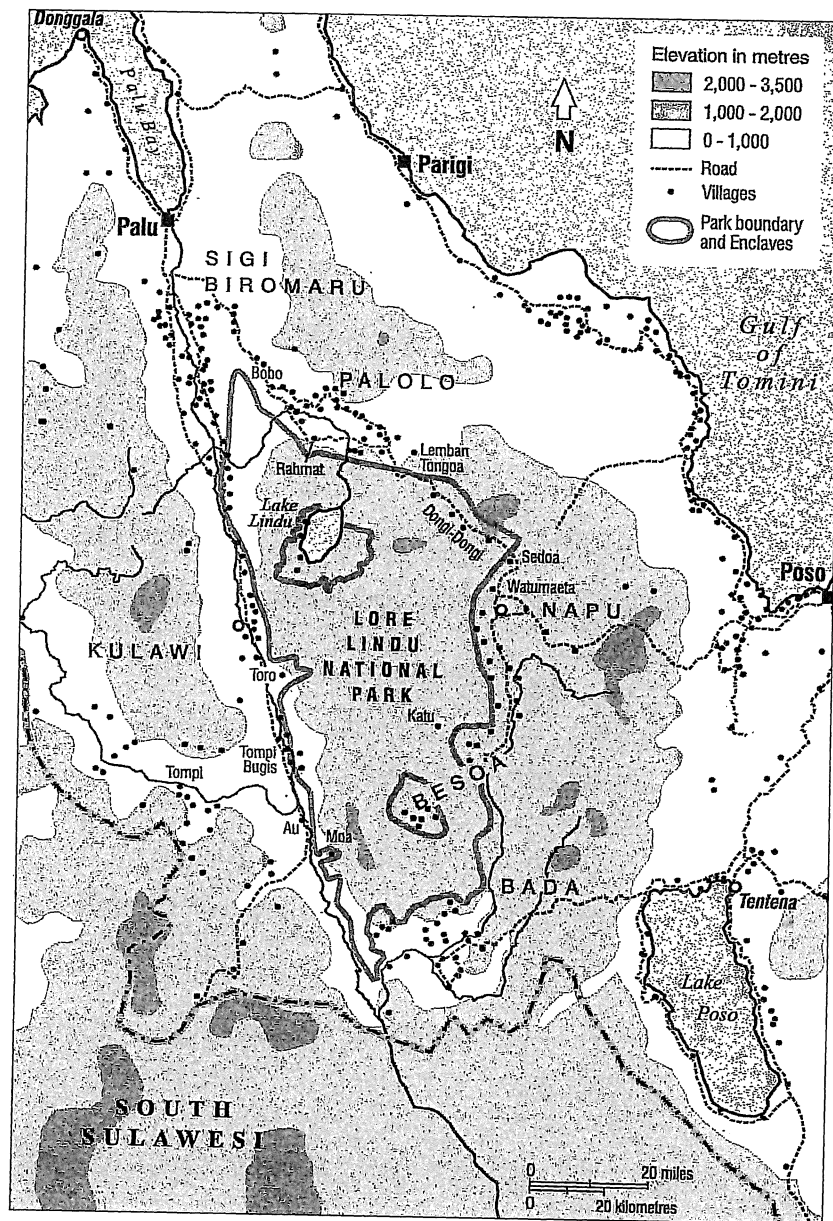
Pierre-Yves LE MEUR

Bibliographie

- Agamben, G. 2007, *Qu'est ce qu'un dispositif?* Paris: Rivages.
- Arendt, H. 1961 [édition originale 1957], *La condition de l'homme moderne*, Paris: Calmann-Lévy.
- Bebbington, A. 2010, Trusteeship, Ethnography, and the Challenge of Critique in/ of Development, *Annals of the Association of American Geographers* 100 (1): 229-232.
- Carrier, J., Miller, D. (eds.) 1998, *Virtualism. A New Political Economy*, Oxford: Berg.
- Cowen, M.P., Shenton, R.W. 1996, *Doctrines of Development*, London: Routledge.
- Crawford, M. 2010, *Éloge du carburateur. Essai sur le sens et la valeur du travail*, Paris: La Découverte.
- Dolan, C., Rajak, D. (eds.) 2016, *The Anthropology of Corporate Social Responsibility*, New York-Oxford: Berghahn.
- Ferguson, J., Li, T. M., 2018, *Beyond the « Proper Job »: Political-economic Analysis after the Century of Labouring Man*, Working Paper 51, Cape Town: PLAAS, University of Western Cape.
- Filer, C., Le Meur, P.-Y. (eds.) 2017, *Local-level politics and large-scale mines. Between New Caledonia and Papua New Guinea*, Canberra: ANU Press.
- Frésia, M., Lavigne Delville, P. 2018, *Au cœur des mondes de l'aide internationale. Regards et postures ethnographiques*, Paris: APAD-Karthala.
- Graeber, D. 2018, *Bullshit Jobs. The Rise of Pointless Work, and What We Can Do About It*, New York: Simon & Schuster.
- Khemani, S. et al., 2016, *Making Politics Work for Development: Harnessing Transparency and Citizen Engagement*, Washington, DC: World Bank Group.
- Kirsch, S. 2014, *Mining Capitalism. The Relationship between Corporations and Their Critics*, Berkeley: University of California Press.
- Latour, B. 2005, *Reassembling the Social. An Introduction to Actor-Network-Theory*, Oxford: Oxford University Press.
- Lavigne Delville, P. 2011, Pour une anthropologie symétrique entre « développeurs » et « développés », *Cahiers d'études africaines* LI (2-3), 202-203: 491-509.
- Jacob, J.-P., Lavigne Delville, P., Le Meur, P.-Y. 2015, Sociologie de la traduction et étude des projets de développement, *Anthropologie et Développement* 42: 25-98.
- Lewis, D., Mosse, D. (eds.) 2006, *Development Brokers & Translators. The Ethnography of Aid and Agencies*, Bloomfield: Kumarian Press.
- Li, T. M. 1987, *Malays in Singapore: Culture, Economy and Ideology*, Oxford: Oxford University Press.
- Li, T. M. 2007, Practices of assemblage and community forest management, *Economy and Society* 36 (2): 263-293.
- Li, T. M. 2010, Revisiting *The Will to Improve*, *Annals of the Association of American Geographers* 100 (1): 233-235.
- Li, T. M., 2011, Centering Labour in the Land Grab Debate, *Journal of Peasant Studies* 38 (2): 281-98.
- Li, T. M. 2014, *Land's End. Capitalist Relations on an Indigenous Frontier*, Durham-London: Duke University Press.

- Li, T. M. 2016, Governing Rural Indonesia: Convergence on the Project System, *Critical Policy Studies* 10 (1): 79-94.
- Li, T. M. 2017, After Development: Surplus Population and the Politics of Entitlement, *Development and Change* 48 (6): 1247-1261.
- Miller, P. Rose, N. 1990, Governing economic life, *Economy and Society* 19 (1): 1-31.
- Mitchell, T. 2008, Rethinking economy, *Geoforum* 39: 1116-1121.
- Mitchell, T. 2011, *Carbon Democracy. Political Power in the Age of Oil*, London: Pluto Press.
- Mosse, D. 2005, *Cultivating Development. An Ethnography of Aid Policy and Practice*, London: Pluto Press.
- Mosse, D. 2006, Anti-social anthropology? Objectivity, objection, and the ethnography of public policy and professional communities, *Journal of the Royal Anthropological Institute (N.S.)* 12: 935-956.
- Mosse, D. (ed.) 2011, *Adventures in Aidland. The Anthropology of Professionals in International Development*, Coll. Studies in Public and Applied Anthropology Vol. 6, London, Berghahn.
- Rose, N. 1999, *Powers of Freedom. Reframing Political Thought*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Rottenburg, R. 2009, *Far Fetched Facts. A parable of development aid*, Cambridge: The MIT Press.
- Scott, J. 2009, *The Art of Not Being Governed. An Anarchist History of Upland Southeast Asia*, New Haven-London: Yale University Press.
- Silvey, R. (ed.) 2010, Rethinking Power and Development: A Review Forum on Tania Murray Li's *The Will to Improve*, *Annals of the Association of American Geographers* 100 (1): 222-235.
- West, P. 2006, *Conservation is our Government Now. The Politics of Ecology in Papua New Guinea*, Durham: Duke University Press.





Les hautes terres du Sulawesi Central et le Parc national de Lore Lindu

Introduction

La volonté d'« agir pour les autres » est double : améliorer le sort des autres – soit l'exercice d'une volonté altruiste, – et dans le même temps, régler leurs conduites, les mettre sous tutelle – soit l'exercice d'une volonté de pouvoir. Le choix de l'Indonésie, pays en proie à la pauvreté et à la violence, pour enquêter sur cette volonté d'agir doublement pour les autres, peut sembler curieux. Pourtant le discours sur l'amélioration et la pratique de la tutelle y sont omniprésents, à travers tout l'archipel, dans les administrations comme dans les villages. Ce ne sont pas que des mots. Depuis près de deux siècles, les paysages, les modes de vie et les identités ont été remodelés par des programmes visant de manière volontariste à améliorer les conditions de vie et à régler les conduites des populations indonésiennes. Ironiquement, ces programmes, combinés à d'autres processus et d'autres relations, ont installé les conditions mêmes qui ont suscité l'émergence des problèmes actuels. Les programmes de déplacement de populations d'un endroit vers un autre, visant à mieux répondre à leurs besoins ; les programmes de rationalisation de l'usage de la terre, séparant les espaces agricoles et forestiers ; les programmes d'éducation et de modernisation – tous ont alimenté des sites de lutte contemporains.

Les résultats de ces interventions ne sont pas toujours mauvais. Ils apportent souvent des changements souhaités par les gens – plus de routes et de ponts, moins d'inondations et de maladies, moins de corruption et de gaspillage. Mon but avec ce livre n'est pas de condamner. Je cherche plutôt à comprendre la rationalité des dispositifs d'intervention – ce qu'ils essaient de changer, et les techniques de calcul qu'ils appliquent. Je cherche aussi à comprendre leurs effets, dans la mesure où ils croisent d'autres processus, reconfigurant des conjonctures spécifiques. J'attire l'attention sur l'inévitable fossé entre les intentions et les résultats. Je mets aussi en lumière la persistance de la volonté d'agir pour les autres – sa relation parasitaire à ses propres limitations et échecs. La volonté est têtue, mais ce n'est pas une mystique ou une téléologie. De fait, j'ai souvent été frappée par les modes plutôt profanes sur lesquels elle s'exprime. Ainsi, après avoir écouté patiemment mon récit de l'histoire mouvementée des dispositifs d'amélioration dans les hautes terres de Sulawesi, un expert me résuma sa position de la façon suivante : « Vous avez peut-être raison, nous devons pourtant faire quelque chose, nous ne pouvons pas simplement renoncer ».

Il n'y aucune raison de penser que les dispositifs visant progrès et amélioration soient sur le point d'être abandonnés. Il y a toujours des experts prêts à proposer un meilleur plan et je ne méprise pas leurs efforts. Je n'offre pas non plus de recette pour améliorer les améliorations. J'adopte une posture critique, qui vise à disséquer les savoirs experts et à en exposer les limites. Ce faisant, j'espère élargir les perspectives d'une pensée critique sur ce qui est et sur ce qui pourrait être. Je soutiens que les postures du critique et du praticien sont clairement distinctes. Une caractéristique centrale de la planification réside dans la nécessité de formuler les problèmes dans des termes favorisant des solutions techniques. Les planificateurs doivent éliminer les processus qui s'écarterent de leur modèle afin de circonscrire une arène d'intervention au sein de laquelle des techniques de calcul peuvent s'appliquer. Ils abordent certains problèmes et en négligent nécessairement d'autres. Pressés par le souci d'améliorer la planification, ils ne sont pas en position de faire de cette dernière un objet d'analyse en elle-même. Un critique peut adopter une perspective plus large. Je crois en la valeur d'un tel point de vue, même si l'on ne doit pas en exagérer l'importance. Ainsi que je le montrerai, certaines des critiques les plus incisives des programmes d'intervention proviennent de gens qui expérimentent directement les effets de tels programmes lancés au nom de leur bien-être.

À l'heure actuelle, les défis qui s'imposent à ces programmes sont souvent formulés en termes de promesses non tenues, ou dans le langage associé des droits, langage de plus en plus codifié dans des dispositions légales à l'échelon national et international. Pourtant, les concepts relatifs aux droits sont également enchâssés dans des notions de sens commun qui ont, selon les termes de Kirstie McClure, « plus à voir avec des sensations ressenties, des perceptions incorporées de préjudice ou d'abus ». « Le sujet de droit », observe McClure, « est une créature sourcilleuse, circonspecte et obstinée..., un sujet qui se défie de ceux qui prétendent parler en son nom »¹. Ce sont des sujets de ce genre, circonspects, que je vais décrire à Sulawesi, des sujets qui comprennent clairement la relation entre leurs insécurités actuelles et les défauts des programmes d'amélioration menés en leur nom ; des sujets qui ont cependant été poussés à agir, individuellement et collectivement, par des préjudices vécus de manière viscérale comme des attaques personnelles contre leur aptitude à subvenir à leurs besoins. Lorsque les processus de formation de classes sociales, les effets négatifs des dispositifs d'intervention et l'échec des experts à tenir leurs promesses coïncident – ce qui est souvent le cas comme je vais l'expliquer –, la probabilité d'une mobilisation collective augmente. L'économie politique et la contestation sont donc inséparables de la volonté de progrès et, ensemble, elles constituent les piliers de mon analyse.

Suivant la tradition anthropologique classique, mon approche dans ce livre consiste à mettre à distance l'idée d'agir pour les autres ; c'est la

1. McClure, « Taking Liberties », 188.

meilleure manière d'explorer ses particularités et ses effets. Après plus d'une décennie de recherche en Indonésie, les discussions concernant l'amélioration des conditions de vie qui se tiennent dans les salles de réunions villageoises, dans les débats entre activistes, et dans les bureaux des bailleurs de fonds et des fonctionnaires pourraient me sembler banales, au point d'échapper à mon attention. Pourtant, chaque fois que je rencontre quelqu'un qui planifie de réorganiser les paysages et les modes de vie, ou d'améliorer les capacités des villageois en leur fournissant les technologies ou les institutions dont ils sont supposés manquer, je suis fascinée. J'ai été particulièrement frappée de voir les experts concentrer leur attention sur l'un de mes terrains de recherche dans les hautes terres du Sulawesi Central, une zone qui avait accueilli des vagues successives d'interventions au cours du dernier siècle. Ce site est remarquable, entre autres parce qu'il est très différent de mon autre terrain sur les hautes terres, à quelques centaines de kilomètres de là, où les dispositifs d'intervention ont été rares et où les paysans des hautes terres tracent leur route de manière autonome et du mieux qu'ils peuvent. C'est ce site très fréquenté qui est l'objet de plusieurs chapitres de ce livre. Une abondante documentation sur les dispositifs d'intervention, un riche corpus de récits ethnographiques et historiques, et mon propre travail de terrain offre ensemble une occasion unique d'examiner ce que chacun des programmes cherchait à modifier, et de quelle façon². Point également important, ce matériau me permet de pister les effets d'interventions planifiées à mesure qu'elles se superposaient et qu'elles s'imbriquaient avec d'autres processus pour façonner les paysages, les modes de vie et les identités des populations des hautes terres.

Mon expérience de l'étrangeté de la volonté d'agir pour les autres comporte un second aspect. Je trouve qu'une appréciation ethnographique des complexités des relations rurales est antithétique à une position d'expert. Cela peut sembler contre-intuitif. Après plus d'une décennie de recherche, je devrais avoir des idées quant à la traduction de ce savoir en programmes efficaces pour aider les gens. De fait, en Indonésie, des praticiens du développement formés à l'anthropologie me sollicitent parfois à propos de ce qu'ils devraient faire. Plus précisément, ils me demandent d'établir une passerelle entre ma recherche qui décrit les dynamiques de la vie rurale, et que certains ont lue, et le monde des projets, au sein duquel ils vivent. Ce que pourrait être une telle passerelle m'échappe. Pourquoi, me demandé-je, tant d'experts peuvent-ils examiner l'Indonésie et concevoir des programmes pour y améliorer les conditions de vie, alors

2. Au total j'ai passé à partir de 1990 environ un an dans les hautes terres du Sulawesi Central réparti en huit séjours, avec une partie de ce temps dans les zones que je décris dans les chapitres 2-6. Comme c'est une région vaste et que la période que je discute s'étend sur un siècle, je ne mobilise mon travail de terrain que comme une source parmi d'autres. Dans le texte, j'utilise les vrais noms des villages, tous localisés sur la carte 2. J'emploie des pseudonymes pour les individus. Je suis responsable de la traduction des entretiens et textes indonésiens.

que j'en suis incapable ? Il n'y a là aucune coquetterie ou fausse modestie de ma part. Encore moins une indifférence de ma part par rapport aux problèmes de pauvreté, de maladie et de désastres écologiques auxquels les experts s'efforcent de remédier. Je crois que mon embarras est symptomatique. Il me permet d'interroger les façons de penser, les pratiques et les présupposés mobilisés pour traduire des situations compliquées, avec tous les processus qui les traversent, en récits linéaires de problèmes, d'interventions et de résultats bénéfiques³.

Mes réflexions sur l'amélioration sont en outre conditionnées par mes expériences occasionnelles de consultante en développement. J'ai observé la tolérance limitée des élites pour des interventions qui risquaient de restructurer certaines relations en faveur des pauvres. Un exemple des années 1990 illustrera ce point. Invitée par une agence de développement à préparer un rapport sur les questions foncières dans une région des hautes terres, je découvris qu'un programme destiné à encourager les paysans de ces zones à planter une nouvelle espèce, le cacao, produisait des effets inattendus. Plus important, il fournissait aux élites vivant sur la côte l'opportunité d'accaparer des terres dans ces zones, au prétexte qu'elles en feraient un meilleur usage, au contraire des peuplades arriérées des hautes terres. Lorsque je leur exposai le problème, les responsables du projet prirent le sujet au sérieux. Ils lancèrent un programme pour aider les paysans des hautes terres à documenter leurs droits légaux sur les terres de la région afin qu'ils n'en soient pas dépossédés. C'était une initiative nouvelle à l'époque, plusieurs années avant que le mouvement pour les droits autochtones en Indonésie ne popularise le discours sur les droits fonciers coutumiers. L'experte juridique indonésienne embauchée par le projet se lança dans la rude tâche de tenter de persuader les agents de la capitale provinciale que les paysans des hautes terres avaient vraiment des droits légaux sur leur foncier coutumier, et que la Loi agraire fondamentale (promulguée en 1960 sous le régime populiste de Sukarno) prévoyait des dispositions pour reconnaître ces droits. Ses efforts déclenchèrent une réaction de rejet. Le Gouverneur comprit la reconnaissance des droits coutumiers et ses implications comme une menace pour le statu quo, et il édicta un décret officiel affirmant qu'il n'y avait aucune terre coutumière dans la province du Sulawesi Central. Le décret est encore utilisé pour justifier des spoliations et les militants des droits coutumiers de la capitale provinciale, Palu, essaient toujours de le faire abroger. Cet incident est également symptomatique. Il me conduisit à demander dans quelle mesure les dispositifs d'intervention sont façonnés par des relations politico-économiques qu'ils ne peuvent modifier ; à savoir, comment ils sont constitués par cela même qu'ils excluent.

3. Voir Roe, « Development Narratives », et Hoben, « Paradigms and Politics in Ethiopia ».

La volonté d'améliorer

De nombreux acteurs partagent la même volonté d'agir pour les autres, afin d'améliorer leurs conditions de vie. Ils occupent de facto une position de « tuteurs » (*trustee*), position définie par la prétention de savoir comment les autres doivent vivre et ce qui est le mieux pour eux. La notion de « tutelle » (*trusteeship*) est définie comme « l'intention exprimée, par une source d'agencité, de développer les capacités d'une autre »⁴. L'objectif de la tutelle n'est pas de dominer les autres – il est d'augmenter leur capacité d'action, et de l'orienter. En Indonésie, depuis le XIX^e siècle, la liste de ces « tuteurs » inclut les administrateurs coloniaux et les missionnaires, les politiciens et les bureaucrates, les bailleurs de fonds internationaux, les spécialistes de l'agriculture, de la santé, du crédit et de la conservation, et les diverses organisations non-gouvernementales (ONG). Leurs intentions sont altruistes, et même utopiques. Ils souhaitent rendre le monde meilleur qu'il n'est. Leurs méthodes sont subtiles. S'ils recourent à la violence, c'est au nom d'un bien supérieur – la population dans son ensemble, la survie des espèces, la relance de la croissance. Souvent leurs dispositifs opèrent à distance. Ils structurent le champ des actions possibles. Ils modifient les processus. Ils persuadent et induisent. Ils facilitent ou font obstacle à certaines manières de procéder. Nombre de dispositifs ne semblent pas imposés de l'extérieur mais apparaissent comme l'expression naturelle des interactions quotidiennes d'individus et de groupes. Ils se fondent aisément dans le sens commun⁵. Ils stimulent parfois une critique plus ou moins radicale. Quelle que soit la réponse, la revendication d'une expertise pour optimiser la vie des autres constitue une affirmation de pouvoir, qui mérite un examen attentif.

La volonté d'améliorer se situe dans le champ de pouvoir que Michel Foucault qualifie de « gouvernement »⁶. Défini schématiquement comme

4. Cowen & Shenton, *Doctrines of Development*, x. Cowen et Shenton retracent le cheminement de la notion de tutelle dans la Grande-Bretagne métropolitaine et impériale, et au travers du travail des philosophes politiques comme Saint Simon, Comte et J. S. Mill. Le concept saint-simonien de tutelle voulait que « seuls ceux qui avaient la "capacité" d'utiliser la terre, le travail et le capital dans l'intérêt de la société dans son ensemble devaient être "mandatés" à ces fins » (25).

Dans *Nature's Government*, Richard Drayton propose un récit magistral du rôle de la science dans la légitimation de la fonction des « tuteurs » chargés de « l'amélioration du monde », ici aussi avec un tropisme britannique. Foucault et les chercheurs qui se sont inspirés de sa pensée, travaillant sur des corpus différents, ont suivi d'autres pistes associées au terme de gouvernement et ont proposé une théorisation explicite du concept.

5. Voir Foucault, « Afterword: The Subject and Power », 220-221. Voir O'Malley, « Indigenous Governance », 313, sur le sens commun ; Rose, *Powers of Freedom*, sur les usages de la coercition (10), et le gouvernement à distance (49).

6. Pour des discussions sur la gouvernementalité qui la situent à la fois historiquement et en relation avec d'autres formes de pouvoir, voir l'essai de Foucault sur « La gouvernementalité » ainsi que Burchell, « Peculiar Interests » ; Dean, *Governmentality* ; Dillon,

la « conduite des conduites », le gouvernement consiste à tenter de modeler les conduites humaines par des moyens calculés. Distinct de la discipline, qui cherche à réformer des groupes ciblés via une supervision rapprochée dans des espaces confinés (prisons, asiles, écoles), le gouvernement se soucie du bien-être de la population prise comme un tout. Son objectif est « d'améliorer le sort des populations, d'augmenter leurs richesses, leur durée de vie, leur santé »⁷. Accomplir cet objectif requiert des moyens spécifiques. À l'échelle de la population, il est impossible de contraindre chaque individu et de réguler ses actions dans le moindre détail. Le gouvernement opère plutôt en éduquant les désirs et en façonnant les habitudes, les aspirations et les croyances. Il établit des conditions, « arrangeant artificiellement les choses de telle sorte que les gens, en suivant leur intérêt propre, *feront ce qu'ils devraient faire* »⁸. La persuasion peut être employée, lorsque les autorités cherchent à obtenir un consensus. Mais ce n'est pas la seule modalité. Lorsque le pouvoir s'exerce à distance, les gens ne sont pas nécessairement conscients de la manière dont (et des raisons pour lesquelles) leurs conduites sont guidées, et la question du consentement ne se pose alors pas.

La volonté de gouverner et, plus spécifiquement, la volonté d'améliorer les conditions de vie de la population, est expansionniste. Selon la définition de Foucault, elle est concernée par « les hommes, mais dans leurs rapports, leurs liens, leurs intrications avec ces choses que sont les richesses, les ressources, les subsistances, le territoire bien sûr, dans ses frontières, avec ses qualités, son climat, sa sécheresse, sa fertilité ; ce sont les hommes dans leurs rapports avec ces autres choses que sont les coutumes, les habitudes, les manières de faire ou de penser, et, enfin, ce sont les hommes dans leurs rapports avec ces autres choses encore que peuvent être les accidents ou les malheurs, comme la famine, les épidémies, la mort »⁹. Les « tuteurs » interviennent dans ces relations pour les ajuster. Ils cherchent à favoriser les processus bénéfiques et à atténuer ceux qui sont destructeurs. Ils peuvent opérer sur la population dans son ensemble, ou sur des sous-groupes divisés par genre, localisation, âge, revenu ou race, chacun étant caractérisé par des manques qui servent de points d'entrée à des interventions correctrices.

« Sovereignty and Governmentality » ; Gordon, « Governmental Rationality » ; Rose, *Powers of Freedom*. Michael Watts (« Development and Governmentality ») et Donald Moore (*Suffering for Territory*) discutent la notion de gouvernementalité en relation avec le développement, la violence et les territorialisations contestées du gouvernement colonial et contemporain.

7. Foucault, M. 2001 (1^{ère} éd. 1978), « La "gouvernementalité" (la "gouvernementalité") », in *Dits et écrits II*, 1976-1988, Paris : Gallimard (coll. Quarto), 635-657.

8. Scott, « Colonial Governmentality », 202, citant le « prééminent gouvernementaliste » Jeremy Bentham.

9. Foucault, M. 2001 (1^{ère} éd. 1978), « La "gouvernementalité" (la "gouvernementalité") », in *Dits et écrits II*, op.cit., p. 93.

Améliorer la population requiert l'exercice de ce que Foucault a identifié comme une rationalité gouvernementale spécifique – une façon de penser le gouvernement comme « une manière droite de disposer des choses » non pas pour poursuivre un objectif dogmatique mais « toute une série de finalités spécifiques » accomplies au moyen de « tactiques diverses »¹⁰. Le calcul est central, car le gouvernement requiert la définition de la « manière droite », la priorisation de « finalités » distinctes et l'ajustement précis des tactiques pour arriver à des résultats optimaux¹¹. Le calcul a, en retour, besoin que les processus devant être gouvernés soient caractérisés en des termes techniques. C'est seulement ainsi que des interventions spécifiques peuvent être conçues.

Un programme d'intervention explicite, calculé, ne constitue pas une invention construite de toute pièce. Il est traversé de part en part par la volonté d'améliorer, mais il ne résulte pas d'une intention ou d'une volonté unique. Il s'appuie sur, et se situe au sein d'un assemblage ou dispositif hétérogène qui combine des « formes de savoir pratique avec des modes de perception, des pratiques de calcul, des vocabulaires, des types d'autorité, des formes de jugement, des formes architecturales, des capacités humaines, des objets et mécanismes non-humains, des techniques d'inscription, etc. »¹². On rencontre certes des occasions où un mouvement révolutionnaire ou visionnaire annonce un grand plan de transformation de la société – le type de plan que James Scott décrit comme « hautement moderne » –, mais les programmes sont bien plus souvent construits à partir de répertoires existants, ils sont affaire de routine, d'accumulation et de bricolage¹³. Des individus sont bien sûr impliqués dans la conception de dispositifs d'interventions particuliers. La position des planificateurs est structurée par l'entreprise dont ils font partie. Elle est routinisée dans les pratiques dans lesquelles ils s'engagent. Quelles sont donc ces pratiques ?

10. *Ibid.*, p. 93. *Ibid.*, p. 95.

11. Voir aussi Foucault, *Histoire de la sexualité*, vol. 1, Paris, Seuil, 1976, 266.

12. Rose, *Powers of Freedom*, 52. Voir aussi Foucault, *Power/Knowledge*, 194.

13. Dans *Seeing like a State*, James Scott dépeint les combinaisons de rêves utopiques et de concentration des pouvoirs qui ont vu émerger les dispositifs de la haute modernité. Je situe l'approche de Scott par rapport aux études de la gouvernementalité dans « Beyond the "state" and failed schemes ». Comparer avec Cruikshank, *The Will to Empower*, 42, sur le gouvernement comme accumulation de « petites choses » plutôt que comme système totalisant. Karl Polanyi a parfaitement capturé ce contraste en soutenant que la création d'un marché libre de la terre et du travail au XIX^e siècle était un grand projet utopique – dont les fondements étaient idéologiques, à l'époque, tout comme à présent dans sa version néolibérale. Pourtant, la gamme des interventions nécessaires pour garder la population en vie et productive dans les conditions du marché a émergé de manière fragmentaire et pragmatique : « Le laisser-faire était planifié », souligne-t-il, « pas la planification » (Polanyi, *The Great Transformation*, 141).

Techniciser

Deux pratiques clés sont nécessaires pour convertir la volonté de progrès en programmes explicites. L'une est la problématisation, c'est-à-dire l'identification des défauts qui doivent être corrigés. La seconde est la pratique que j'appelle la technicisation : « rendre technique », un raccourci pour tout un ensemble de pratiques de représentation du « domaine à gouverner comme champ intelligible doté de limites spécifiées et de caractéristiques distinctes... [C'est une affaire] de définition des frontières, de visibilisation de ce qui se situe à l'intérieur de celles-ci, de compilation de l'information sur ce qui est inclus et de conception des techniques de mobilisation des forces et entités ainsi révélées »¹⁴.

Les pratiques de problématisation et de technicisation ne sont pas séparées. Comme James Ferguson l'a expliqué dans son étude de référence sur le développement au Lesotho, la délimitation et la caractérisation d'un « champ intelligible » favorable à l'intervention anticipent les formules que les experts peuvent proposer en la matière¹⁵. L'identification d'un problème est intimement liée à la disponibilité d'une solution. Les deux co-émergent d'un assemblage gouvernemental au sein duquel certaines sortes de diagnostics, de prescriptions et de techniques sont disponibles pour l'expert entraîné. Inversement, la pratique de la technicisation est gage d'expertise et pose une frontière entre ceux qui sont positionnés comme tuteurs, dotés de la capacité de diagnostiquer les déficiences des autres, et ceux qui sont soumis aux orientations de l'expert. C'est une frontière qui doit être entretenue et qui peut être contestée.

Une seconde dimension de la technicisation est tout aussi centrale pour mon analyse. Les questions traduites en termes techniques sont simultanément formulées dans des termes non politiques. Dans la plupart des cas, les experts chargés d'intervenir excluent la structure des relations politico-économiques de leurs diagnostics et prescriptions. Ils se concentrent plus sur les capacités des pauvres que sur les pratiques par lesquelles un groupe social peut en appauvrir un autre. Cette caractéristique a conduit James Ferguson à décrire le dispositif du développement planifié comme une « machine antipolitique » qui « reformule avec insistance des questions politiques portant sur la terre, les ressources, les emplois ou les salaires en termes de "problèmes" techniques relevant d'une intervention technique de "développement" »¹⁶. Une antipolitique de la sorte est subli-

14. Rose, *Powers of Freedom*, 33. J'ai emprunté l'expression « techniciser » (ou « rendre technique ») à Rose qui la définit comme rendre quelque-chose – il choisit l'exemple des liens de solidarité – « traduisible techniquement », 79. Voir aussi la discussion de Timothy Mitchell dans *Colonizing Egypt and Rule of Experts* de la notion d'encadrement en tant que pratique produisant un monde d'objet apparemment extérieur et pouvant être géré.

15. Ferguson, *The Anti-Politics Machine*.

16. *Ibid.*, 270.

minale, affaire de routine. Les experts sont formés pour traduire les problèmes en termes techniques. C'est leur travail. L'affirmation de leur expertise dépend de leur aptitude à diagnostiquer des problèmes en des termes adaptés aux types de solutions qui relèvent de leur répertoire. Pourtant, la pratique d'exclure ou, comme l'écrit Ferguson, de « reformuler les questions politiques » en des termes techniques est en elle-même une intervention dont les répercussions sont profondes. Comme je le montrerai tout au long de ce livre, cette exclusion du politique contraint et façonne à la fois le devenir des dispositifs d'intervention.

Une troisième dimension des dispositifs d'amélioration peut aussi être qualifiée d'antipolitique : la conception de programmes en tant que mesures délibérées pour parer une attaque contre le statu quo. En Grande-Bretagne en 1847, par exemple, un observateur plaidait en faveur de programmes spéciaux pour les indigents car ils étaient « la classe des hommes victimes de la société et qui donc se rebellent contre elle »¹⁷. Un autre soutenait qu'« assister les pauvres est un mode de gouvernement, un puissant outil d'endiguement du secteur le plus difficile de la population et d'amélioration de tous les autres »¹⁸. Aux Pays-Bas, c'est une crise de subsistance en 1816-1817 combinée à la Révolution française – rappel clair des dangers de la pauvreté et du désespoir – qui poussa l'administrateur et savant Van den Bosch à élaborer des programmes visant à apprendre aux indigents des campagnes à travailler. Ce sont ces programmes qui furent adaptés et transposés ultérieurement aux Indes orientales néerlandaises, comme je l'explique dans le chapitre 1¹⁹. Les programmes de protection sociale sont nés de la convergence entre les préoccupations des experts au sujet des conditions de vie des populations et les défis posés par les travailleurs organisés en syndicats.

Le développement comme pratique transnationale, tel qu'il a émergé dans les années 1950, répondait à la menace que posait les mobilisations populaires au Sud, comme en témoigne le sous-titre du livre de Walter Rostow, *The Stages of Growth: A Non-Communist Manifesto*²⁰. Il était intimement lié à la contre-insurrection et à la guerre froide, une bataille pour les cœurs et les esprits, engagée au nom de la promesse de résoudre le problème des ventres affamés. En Asie du Sud-est dans les années 1960, les USA, craignant un « effet domino », soutinrent les régimes répressifs disposés à liquider la menace communiste. En Indonésie, pour son rôle dans l'orchestration du massacre de près d'un demi-million de supposés communistes en 1965, Suharto fut récompensé par un appui généreux de la part des bailleurs de fonds internationaux qui aida au maintien du régime de l'Ordre nouveau durant plus de trois décennies.

17. Francois Felix De La Farelle (1847), cité dans Procacci, « Social Economy and the Government of Poverty », 158.

18. Firmin Marbeau (1847), cité dans *ibid.*, 151.

19. Schrauwers, « The "Benevolent" Colonies of Johannes van den Bosch », 311-312.

20. Rostow, *The Stages of Growth*, 1960. Voir aussi Escobar, *Encountering Development*, 32-34; Esteva, « Development », 11.

(1966-1998). Le concept de développement mis en avant par l'Ordre nouveau constituait une tentative explicite pour contrer le défi que posait la paysannerie mobilisée en faveur de la réforme foncière et la transformer en « une majorité silencieuse » qui voterait comme on le lui dirait et s'en tiendrait à l'amélioration de l'agriculture et autres thèmes techniques²¹.

En dépit des cas où l'intervention est manifestement déployée pour faire face à une contestation politique, je ne la réduis pas à une tactique visant uniquement à maintenir la domination de classes particulières ou à affirmer le contrôle du Nord sur le Sud – une interprétation commune à la théorie de la dépendance et à ces variantes²². Plutôt que de supposer l'existence d'un agenda caché, je prends au sérieux la proposition selon laquelle la volonté d'améliorer peut être prise au mot. C'est un autre enseignement important de l'*Anti-politics Machine* de Ferguson. Les intérêts font partie de la machine, mais ils n'en sont pas le maître mot. Il existe en fait des situations hybrides dans lesquelles les dispositifs d'intervention servent à enrichir le groupe dominant ou à assurer son contrôle sur la population et le territoire. Il y a des cas de mauvaise foi. Il y a de bonnes raisons de se montrer sceptique face à certaines déclarations faites au nom du progrès. Pourtant, depuis plusieurs siècles, les tuteurs se sont efforcés d'assurer le bien-être des populations et ont mené des programmes qui ne peuvent s'expliquer autrement que par cette préoccupation.

Selon moi, la course à l'identification des motifs cachés de profit ou de domination réduit inutilement le champ d'analyse, obscurcissant l'essen-

21. Anderson, « Old State, New Society », 490; MacDougall, « The Technocratic Model », 1176. Voir aussi Feit, « Repressive-Developmentalist Regimes in Asia »; Langenberg, « The New Order State »; Pemberton, *On the Subject of « Java »*.

22. La notion de complot est pour moi implicite chez des critiques éminents du développement, dont Arturo Escobar dans *Encountering Development*. La contribution séminale d'Escobar, de mon point de vue, est sa mise au jour des pouvoirs à l'œuvre dans la construction d'une arène d'intervention technique (le tiers-monde) et de planification pour son amélioration. Ferguson rejette l'idée de complot mais il insiste néanmoins sur le fait que le dispositif du développement a des effets cohérents, stratégiques – la dépolitisation de la pauvreté et l'expansion du pouvoir bureaucratique étatique. L'ampleur de ces effets est une question empirique, variable dans le temps et l'espace. Nous divergeons, je pense, dans notre compréhension de la causalité. Il explique l'existence d'un dispositif en termes d'effets inattendus, négligeant la possibilité que les acteurs puissent avoir conscience de ces effets et les intégrer dans leurs plans. Comme Dupont et Pearce le montrent dans « Foucault contra Foucault » (143), bien des travaux d'inspiration foucauldienne sont implicitement fonctionnalistes, dans la mesure où ils laissent dans l'ombre les mécanismes qui génèrent des « effets stratégiques ». Dans ses derniers travaux (par exemple *Power/Knowledge*, 194-96), Foucault aborde ce problème. Dupont et Pearce plaident pour une inclusion dans les explications sociales d'une « référence à des agents capables de faire des calculs » et à des agents « qui réagissent à, capitalisent sur, et rationalisent leurs réponses aux contextes dans lesquels ils sont pris » (144). Voir « Empowering NGOs » de Briggs pour une discussion minutieuse sur la manière dont le dispositif du développement peut entraîner « une plus grande pénétration du pouvoir » via son régime de pratiques, mais sans que l'auteur impute pour autant cet effet à une stratégie.

tiel de ce qui arrive au nom du progrès²³. Les tuteurs, les acteurs chargés du bien-être des populations, ne peuvent pas travailler pour les seuls intérêts d'une élite fermée. Ils doivent essayer de trouver un équilibre entre toutes sortes de relations entre « hommes et choses ». Gouverner – Foucault l'a clairement établi – ne se réduit pas à la poursuite d'un seul objectif dogmatique, mais porte sur « toute une série de finalités spécifiques ». Différentes « finalités » peuvent être incompatibles, ce qui peut générer des tensions, voire de claires contradictions entre interventions. Comme je l'expliquerai dans le chapitre 1, plusieurs préoccupations se sont télescopées pendant plus d'un siècle aux Indes orientales néerlandaises : assurer à la fois un gouvernement harmonieux, des profits pour les entreprises, des revenus pour financer l'appareil d'État et l'amélioration des conditions des populations. Dans cette colonie comme dans d'autres, ces questions faisaient l'objet de débats continuels entre administrateurs coloniaux, missionnaires, politiciens, lobbies commerciaux et critiques d'obédiences variées. Le régime colonial n'était réglé par aucun objectif unifié.

Dans les hautes terres de Sulawesi, objet de mes chapitres 2 à 6, certains tuteurs ont encouragé le capitalisme en croyant sincèrement que des marchés « efficaces » apporteraient la prospérité aux pauvres. D'autres ont promu la subsistance, l'entraide communautaire et la coopération. Plusieurs dispositifs se sont concentrés sur la santé publique, l'éducation et la protection des forêts. Les profits tirés de ces dispositifs, quand ils existent, sont modestes et indirects. De fait, de nombreux programmes d'amélioration n'ouvrent pas de perspectives tangibles de profits pour quiconque. Si le profit était l'enjeu, aucun bailleur international ou service agricole n'aurait misé sur les collines escarpées du Sulawesi Central. Vue sous l'angle du profit, les efforts transnationaux de conservation des forêts humides tropicales sont un peu mystérieux. On peut établir un lien avec la bio-prospection et les firmes pharmaceutiques, mais il est ténu. Dans les hautes terres de Sulawesi, les conservationnistes qui veulent protéger le parc national de Lore Lindu reconnaissent qu'aucun bio-prospecteur ne s'est matérialisé et de fait, il se pourrait bien qu'aucun ne vienne. S'ils défendent le parc, c'est parce que, de leur point de vue, un parc a sa place dans le cadre d'une bonne gestion des relations entre « les hommes et les choses » et il bénéficie à la population en général. De même, le dispositif à un milliard de la Banque mondiale pour rendre la planification villa-

23. Voir *Imperial Nature* de Michael Goldman pour une analyse différente qui retrace minutieusement le lien entre la production de savoir de la Banque mondiale et les motivations économiques de firmes gagnant des milliards de dollars grâce à des contrats avec la Banque mondiale et des conditions de prêts qui obligent, entre autres, à la privatisation de l'eau. Dans *La grande transformation*, Polanyi mettait l'accent sur le mode pragmatique sur lequel l'interventionnisme avait émergé au XIX^e siècle dans différents milieux européens où des régimes épousant des idéologies radicalement différentes et représentant des intérêts de classe distincts, ont rencontré des problèmes pratiques similaires dans la gestion des populations (139-156).

geoise plus participative et transparente – c'est l'objet du chapitre 7 – pourrait aider à préparer les villageois à l'expansion globale du capital, mais le lien, s'il en est un, reste indirect.

La pratique du politique comme provocation

Bien que la traduction technique de questions disputées soit une pratique routinière pour les experts, j'insiste sur le fait que cette opération doit être comprise comme un projet, sans garantie de résultat. Ce n'est pas parce que les experts excluent, méconnaissent ou tentent de contenir certaines questions que celles-ci s'évanouissent. Je diverge sur ce point des chercheurs qui mettent l'accent sur la capacité des dispositifs produits par les experts à absorber la critique, à réaliser effectivement le travail de dépolitisation. Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, entre autres, soutiennent que le savoir expert s'empare de « ce qui est essentiellement un problème politique, l'extrayant du cadre du discours politique pour le reformuler dans le langage neutre de la science ». Ils estiment que l'expertise est close, autoréférentielle et sûre, une fois qu'une « matrice technique » a été établie. La résistance, ou l'échec à réaliser les objectifs affichés d'un programme, en vient à être « interprétée comme une preuve supplémentaire du besoin de renforcer ou d'étendre le pouvoir des experts ». Ainsi « il ne s'agit pas in fine d'un vrai conflit d'interprétation au sujet de la valeur ou de la signification ultime de l'efficacité, de la productivité ou de la normalisation, mais plutôt de ce que nous pourrions appeler un conflit de mise en œuvre »²⁴. De manière similaire, Timothy Mitchell décrit les pratiques discursives qui traduisent les questions de pauvreté, de non-accès à la terre et de faim en problèmes de santé publique relevant d'interventions techniques portant sur les relations sociales et l'hygiène. Dans son récit, ce sont les experts qui dirigent : la plupart du temps, ils réussissent à cacher leurs échecs et continuent d'élaborer de nouveaux programmes sans que leur autorité soit mise en cause²⁵. Ferguson émet cette réserve justifiée selon laquelle, le développement « peut aussi annihiler très efficacement les contestations politiques du système » par son insistance à reformuler des questions politiques en termes techniques²⁶.

24. Dreyfus et Rabinow, *Michel Foucault*, 196.

25. Mitchell, *Rule of Experts*, 38-42, 52-53, 226, 230.

26. Ferguson, *The Anti-Politics Machine*, 270. Ferguson dans « Paradoxe of Sovereignty and Independence » examine la dépolitisation variable des discours sur la pauvreté dans les années 1970 en mettant en lumière les différences entre la nation souveraine du Lesotho, où la pauvreté a été exclusivement conceptualisée en termes de « développement » et le « homeland » sud-africain du Transkei, où il y a eu un débat public vigoureux sur les causes politiques et économiques de la pauvreté – un débat que les experts ne pouvaient ignorer. Les défenseurs de l'apartheid ont conçu de nombreuses justifications

Nikolas Rose met l'accent sur les « points de basculement » qui voient les analyses critiques des programmes étatiques reprises par l'expertise et « une ouverture se mue[r] en fermeture »²⁷.

Ainsi que ces chercheurs l'ont montré, la logique de fermeture est en effet caractéristique des discours experts. Ces discours évitent les références aux questions qu'ils ne peuvent traiter, ou qui pourraient instiller le doute quant à l'exhaustivité de leurs diagnostics ou la faisabilité de leurs solutions. En particulier, comme le soulignent Ferguson et Mitchell, ils excluent ce que j'appelle les questions politico-économiques – questions portant sur le contrôle des moyens de production et les structures légales et rapports de force qui favorisent les inégalités systémiques. Je suis fascinée par la manière dont ces questions sont évacuées dans la constitution de l'amélioration comme domaine technique, et j'examine cette opération en détail dans plusieurs chapitres de ce livre. Pour autant, je suis également intéressée par le « basculement » vers la direction opposée : vers les conditions dans lesquelles le discours expert éclate sous la pression d'une contestation qu'il ne peut circonscrire ; les moments où les cibles des dispositifs experts révèlent, par les mots ou les actes, leur propre analyse critique du problème auquel elles sont confrontées. Je fais de ce type de conjoncture le point focal de mon analyse dans les chapitres 4 et 5.

Dans la perspective proposée par Foucault, ouvertures et fermetures sont intimement liées. Il décrit l'interface entre la volonté de progrès et une stratégie de lutte qu'il qualifie de « provocation permanente »²⁸. Il écrit ainsi :

« Pour un rapport d'affrontement, dès lors qu'il n'est pas lutte à mort, la fixation d'un rapport de pouvoir constitue un point de mire – à la fois

techniques à leurs projets, mais il n'était que trop évident que les victimes n'étaient pas uniquement des malchanceux oubliés par la marche du progrès – ils avaient été délibérément sélectionnés.

27. Rose, *Powers of Freedom*, 192. O'Malley, Lorna Weir, and Clifford Shearing (« Governmentality, Criticism, Politics », 513) et John Clarke (*Changing Welfare, Changing States*) discute la fermeture exagérée des modèles des experts. Dans *Colonialism's Culture*, Nicholas Thomas étudie le gouvernement colonial en tant qu'ensemble de pratiques situées, hétérogènes, partielles, et enclines à la distorsion (4). Voir aussi la discussion sur la résurgence de savoirs disqualifiés et subjugués dans et autour des discours des experts dans Stoler, *Carnal Knowledge and Imperial Power*, 159-160.

28. Foucault, M. 2001 (1^{ère} éd. 1978), « Le sujet et le pouvoir », in *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris : Gallimard (coll. Quarto) : 1041-1062. Foucault écrit ailleurs que le « thème de la lutte ne devient opératoire que si on établit concrètement – à propos de chaque cas – qui est en lutte, à propos de quoi, comment se déroule la lutte, en quel lieu, avec quels instruments et selon quelle rationalité » (*Power/Knowledge*, 164 [Référence : Foucault, M. 2001 (1^{ère} éd. 1977), « L'œil du pouvoir » (entretien avec J.-P. Barrou et M. Perrot) in Bentham, J., *Le panoptique*, Paris, Belfond, 1977, p. 9-31, in *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris : Gallimard (coll. Quarto) : 190-206 – ici : p. 206]). Cette approche semble inviter des analyses qui incluent le pouvoir et la lutte dans un cadre unique et pourtant il recommande de les maintenir séparées et de les rendre chacune intelligibles dans ses propres termes (« Foucault, M. 2001 (1^{ère} éd. 1978), « Le sujet et le pouvoir », in *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris : Gallimard (coll. Quarto) : 1041-1062).

son accomplissement et sa propre mise en suspens. Et en retour, pour une relation de pouvoir, la stratégie de lutte constitue elle aussi une frontière : celle où l'induction calculée des conduites chez les autres ne peut plus aller au-delà de la réplique à leur propre action. [...] En fait entre relation de pouvoir et stratégie de lutte, il y a appel réciproque, enchaînement indéfini et renversement perpétuel »²⁹.

De mon point de vue, le caractère instable du sens de termes comme *la politique* (*politics*) et *le politique* (*the political*) tient à cet élément d'enchaînement et de renversement³⁰. La politique désigne-t-elle une relation de pouvoir ou une pratique de contestation ? Quel est le point de glissement de l'une à l'autre ?

Afin d'appréhender pleinement la relation de « renversement perpétuel » que Foucault décrit en des termes plutôt abstraits et d'en faire un sujet d'investigation empirique, j'ai établi une terminologie qui fait la distinction entre ce que j'appelle pratique de gouvernement, dans laquelle le concept d'amélioration prend une forme technique, dans la mesure où il est attaché à des programmes calculés pour sa réalisation³¹, et pratique du politique – expression en mots ou en actes d'une contestation critique. La contestation commence souvent par un refus des choses telles qu'elles sont. Elle ouvre un front de lutte. Ce front peut être ou ne pas être fermé à mesure que des problèmes nouvellement identifiés sont traduits en termes techniques et que des calculs sont appliqués. La pratique du gouvernement, de ce point de vue, est une réponse à la pratique du politique qui le modèle, le conteste et le provoque. La pratique du politique pose une limite à l'essai calculé de conduire les conduites. Elle n'est toutefois pas seule à cette frontière. Dans la section suivante, j'examine la limite que constitue la force.

29. Foucault, M. 2001 (1^{ère} éd. 1978), « Le sujet et le pouvoir », in *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris : Gallimard (coll. Quarto) : 1041-1062.

30. Par exemple, Mouffe utilise le terme « le politique » (*the political*) en référence à la dimension antagoniste de la vie sociale, faite de possibilités de subversion, mise en question, refus, résistance, activation de l'instabilité – un usage similaire à ma « pratique du politique ». Elle définit la « politique » (*politics*) comme la tentative d'ordonner, pacifier, gouverner ou contenir le politique – dans un sens équivalent à ma « pratique du gouvernement ». David Slater soutient que la politique et le politique sont inséparables puisque « le politique – les possibilités de subversion, mise en question, opposition, refus, résistance... constituent la réactivation de l'instabilité que l'« ordre » cherche à pacifier » (« Rethinking the Spatialities of Social Movements », 388-89). Il compare son usage des termes à ceux de Foucault – la politique comme tentative de pacification est proche de la gouvernementalité de Foucault, tout comme les « contre-discours » (*reverse discourses*) de ce dernier sont proches du dit « le politique ».

31. Rose, *Powers of Freedom*, 51.

Gouvernementalité, souveraineté et discipline

L'essai de Foucault sur « La gouvernementalité » établit une distinction utile entre l'objectif du gouvernement – le bien-être des populations – et celui de la souveraineté. Il avance que la souveraineté est circulaire : son but est la confirmation et l'extension du pouvoir du souverain, qui se manifestent dans la dimension de son royaume, le nombre de ses sujets et les richesses accumulées³². Le pouvoir du souverain de donner des ordres, punir les ennemis, lever l'impôt et faire des dons est absolu. Un souverain peut choisir qui vivra ou mourra et semer le chaos en toute impunité. Gouverner, au contraire, c'est « être condamné à rechercher une autorité à sa propre autorité »³³. Le recours éventuel à la violence doit être justifié par une notion d'amélioration, de progrès. Son objectif ne peut se réduire au pillage ou à la domination.

Bien que l'essai de Foucault sur la gouvernementalité suggère une vision téléologique du gouvernement comme forme supérieure de règle, née en Europe et y déployant sa configuration achevée – redite ethnocentrique de la théorie de la modernisation – il offre une autre option, plus intéressante : que l'analytique de la gouvernementalité soit utilisée pour examiner la manière dont l'art de gouverner articule des éléments de gouvernement, de souveraineté et de discipline. Dans certains contextes historiques, la meilleure manière de confirmer – et d'assurer – le pouvoir du souverain est de garantir le bien-être de la population et d'accroître sa prospérité. Même si le droit du souverain est absolu, les souverains ont bien souvent été jugés bons ou mauvais selon leur capacité à assurer le bien-être de leur peuple. Dans l'Inde du XVIII^e siècle par exemple, les dirigeants autochtones tenaient des comptabilités sophistiquées et s'étaient engagés dans des programmes visant à accroître la richesse de leurs royaumes. Leur but n'était pas l'appropriation seule. « La prospérité du peuple était mesurable et vue comme imputable à ses dirigeants... qui pouvaient être jugés selon ce critère », comme l'écrit David Ludden³⁴.

Dans des contextes coloniaux, comme Achille Mbembe nous le rappelle de manière convaincante, le gouvernement était basé sur la conquête.

32. Référence : Foucault, M. 2001 (1^{ère} éd. 1978), « La "gouvernementalité" », in *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris : Gallimard (coll. Quarto), 635-657. Ici : p. 648).

33. Rose, *Powers of Freedom*, 27.

34. Ludden, « India's Development Regime », 253. Concernant l'Indonésie précoloniale, les écrits de Clifford Geertz et Benedict Anderson suggèrent un modèle différent – dans lequel le bien-être du souverain était vu comme le signe que tout allait bien dans le royaume, alors que l'intervention calculée visant à garantir la prospérité du peuple ne relevait pas de la routine (Anderson, « The idea of Power » ; Geertz, *Negara*). La violence, l'esclavage et le pillage existaient, mais la difficulté à contrôler une population mobile imposait des limites à une domination systématique. Voir Elson, « International Commerce » ; Henley, *Jealousy and Justice* ; Reid, « Political "Tradition" in Indonesia » ; Robinson, *The Dark Side of Paradise*.

Il n'y avait pas de régime libéral de droits venant contrebalancer le pouvoir absolu du souverain de commander et prélever. Pour Mbembe, « une sorte d'arbitraire, d'inconditionnalité intrinsèque » furent « le propre de la souveraineté coloniale »³⁵. Pourtant, la violence n'explique pas tout. Les régimes coloniaux commerciaux étaient attirés par les perspectives de profits rapides, mais cette stratégie n'était pas soutenable sur le long terme. Comme Richard Grove l'explique, l'extractivisme rapace des compagnies anglaises et hollandaises des Indes orientales a provoqué destructions écologiques et dislocation des populations. Les sécheresses, famines et rébellions qui en ont résulté ont à la fois menacé le profit et l'ordre. Les docteurs et scientifiques employés par ces compagnies furent parmi les premiers à penser de manière systématique les relations entre « hommes et choses » en tant qu'une arène d'intervention, et ils se mobilisèrent pour persuader leurs employeurs de les suivre sur ce point³⁶. Dans les colonies comme dans les métropoles, à mesure que la complexité des processus pour soutenir et entretenir les populations devenait patente, il fallut aussi inventer une rationalité gouvernementale soucieuse d'équilibre entre différents objectifs³⁷. Il devenait aussi nécessaire de gouverner avec économie – économie de fonds, économie de forces, et le minimum d'intervention nécessaire pour accomplir un ensemble donné d'objectifs.

Lorsque les régimes coloniaux tardifs en sont venus à inclure dans leurs objectifs l'accès des populations indigènes aux bénéfices du progrès et d'un gouvernement réglé, de nouveaux modes de calcul devinrent nécessaires. Bien que David Scott identifie pour le Sri Lanka une rupture nette entre le colonialisme mercantile dont le but était de garantir les « effets extractifs sur les corps coloniaux » et le souci du colonialisme tardif de réaliser des « effets de gouvernement sur les conduites coloniales »³⁸, dans bien des situations coloniales, les objectifs anciens et nouveaux se sont combinés de manière inédite, et les moyens étaient aussi hybrides. Le « double mandat » de Lord Lugard concernant le gouvernement britannique au XIX^e siècle en Afrique en est une illustration parfaite³⁹. Lorsque le savoir scientifique se greffait aux desseins impériaux, les experts affirmaient qu'une production plus efficace « apporte-

35. Mbembe, A., 2000, *De la postcolonie*, Paris, Karthala, p. 44.

36. Grove, *Green Imperialism*. Voir aussi Drayton, *Nature's Government*.

37. Pour des études sur le gouvernement colonial discutant le concept de gouvernementalité, voir Dirks, *Castes of Mind*; Mbembe, *On the Postcolony*; Moore, *Suffering for Territory*; Pels, « The Anthropology of Colonialism »; Pels et Saleemink, *Colonial Subjects*; D. Scott, « Colonial Governmentality »; Thomas, *Colonialism's Culture*; et Wilder, « Practicing Citizenship in Imperial Paris ». La division des populations coloniales et leur traitement différentiel sont particulièrement bien décrits dans Hindess, « The Liberal Government of Unfreedom ». Sur les liens entre les stratégies gouvernementales utilisées dans les métropoles et les colonies, voir Comaroff et Comaroff, *Ethnography and the Historical Imagination*; Drayton, *Nature's Government*, 221-229; Mitchell, *Colonizing Egypt*; Rose, *Powers of Freedom*, 71, 107; et Stoler et Cooper, « Between Metropole and Colony ».

38. D. Scott, « Colonial Governmentality », 204.

39. Voir la discussion dans Moore, *Suffering for Territory*, 13, 158-165.

rait nécessairement le plus grand bien au plus grand nombre »⁴⁰. Pourtant, l'autorité des experts n'était pas autonome, comme le relève Richard Drayton. Elle s'appuyait sur le pouvoir de coercition du souverain, en tant que « mobilisateur des efforts collectifs, de la force et de la légitimité »⁴¹.

De même, la discipline n'a pas été remplacée par le gouvernement mais réservée à des sous-groupes de populations coloniales et métropolitaines supposés mériter ou nécessiter une supervision détaillée. Comme le rappelle la déclaration célèbre de J. S. Mill, philosophe politique et employé de la Compagnie britannique des Indes orientales, « le despotisme est un mode légitime de gouvernement des barbares, tant que la finalité en est leur amélioration »⁴². Des arguments similaires ont été avancés dans les métropoles coloniales pour justifier des régimes disciplinaires à l'endroit des populations déficientes – enfants, pauvres, « ordres inférieurs », « autres » racialisés, femmes, prisonniers et individus souffrant de certaines maladies. Ces groupes étaient exclus de l'exercice des droits accordés aux autres citoyens pour la raison qu'ils étaient incapables – ou pas encore capables – d'assumer les responsabilités afférentes à ces droits. Pour certains de ces groupes, les experts justifiaient cette soumission à une discipline intrusive, moyen selon eux de les préparer à prendre leur place dans l'ensemble de la population – un peu comme avec l'obtention d'un diplôme. Pour d'autres, la tutelle était permanente⁴³. Barry Hindess suggère que si on avait voulu quantifier, on aurait vu que le « gouvernement libéral de la non-liberté » était bien plus répandu, même dans les métropoles, que l'idéologie du libéralisme ne le suggère⁴⁴.

Dans les colonies, le débat faisait rage pour savoir quels étaient les sous-groupes plus ou moins susceptibles d'amélioration, ou si d'autres, de races différentes, deviendraient jamais suffisamment matures pour être gouvernés sur un mode libéral. Les conséquences de ces débats furent profondes, tout comme leurs contradictions. Même si les notions de différence et de déficience des Indigènes fournissaient une justification importante à l'intervention coloniale, comme l'observe Gerald Sider en remontant à Colomb, les pouvoirs coloniaux étaient pris entre « l'impossibilité et la nécessité de créer l'autre en tant qu'autre – différent, étranger – et de l'incorporer dans un système social et culturel unique de domination »⁴⁵. Si les colonisés étaient radicalement différents de leurs maîtres coloniaux, la promesse de progrès était vide de sens. La discipline ne pouvait

40. Drayton, *Nature's Government*, xv.

41. *Ibid*, 229.

42. Cité dans *ibid*, 227.

43. Rose, *Powers of Freedom*, 22.

44. L'envers despotique du libéralisme et ses exclusions constitutives sont discutés dans Dean, « 'Demonic Societies' »; Hindess, « The Liberal Government of Unfreedom »; Mehta, « Liberal Strategies of Exclusion »; et Valverde, « "Despotism" and Ethical Liberal Governance ».

45. Sider, « When Parrots Learn to Talk, and Why They Can't », 7.

améliorer, elle était purement extractive. Néanmoins, si colonisateurs et colonisés étaient essentiellement semblables, un travail de tutelle réussissait à éliminer cette distinction aux fondements de l'ordre colonial. Dans les deux cas, il y avait une tension entre la volonté de progrès et le droit de gouverner⁴⁶. Souveraineté coloniale et gouvernement colonial étaient en ce sens incompatibles.

Les gouvernements coloniaux abordaient la contradiction entre différence et progrès de manières diverses, mais toutes insatisfaisantes. L'une, explorée par Gary Wilder, était la « structure de l'ajournement permanent » : la société indigène étant à la fois « rationalisée et racialisée », ses sujets étaient « destinés à devenir des individus dotés de droits, mais [jugés] toujours trop immatures pour les exercer »⁴⁷. Pour reprendre l'expression de Dipesh Chakrabarty, « les Indigènes étaient consignés dans la salle d'attente »⁴⁸. La division constituait une seconde tactique : les Indigènes étaient classés dans des catégories plus ou moins « améliorables », les élites étant en général versées dans la première, surajoutant une logique de classe à la lecture raciale⁴⁹. Mais l'existence de sujets améliorés, d'Indigènes éduqués, affolait les autorités et les colons. Ces individus menaçaient la base du droit colonial à gouverner. « Pas tout-à-fait/pas blancs », inconvenants, ils faisaient l'objet d'une ambivalence profonde s'exprimant dans les schémas élaborés de maintien des frontières, explorés par Ann Stoler⁵⁰. Le destin des populations jugées non-améliorables était de fait tragique : dans les colonies de peuplement blanc, les groupes définis comme des « cas sans espoir » étaient exterminés, ou on les laissait mourir par attrition, leur « destin manifeste » selon les théories de la sélection naturelle⁵¹. Une troisième tactique consistait à affirmer que l'avancement des Indigènes ne revenait pas à ce qu'ils deviennent semblables à leurs maîtres coloniaux, mais à ce qu'ils se conforment à leurs traditions propres. Le rôle des tuteurs était d'améliorer les modes de vie indigènes afin de les ramener à leur état

46. Les « tensions d'empire » et les débats parmi les administrateurs coloniaux et les publics métropolitains sont discutés dans Stoler et Cooper, « Between Metropole and Colony ». Les missionnaires chrétiens ont souvent soutenu que les Indigènes étaient améliorables, puisque les convertis seraient jugés par le même dieu, mais ils nuancèrent cette position lorsque leur dépendance envers les dons publics les invitait à exagérer la différence (Pels et Salembink, *Colonial Subjects*, 29 ; Thomas, *Colonialism's Culture*, 73, 89-104). Dans *Colonialism's Culture* (142), Thomas discute les contradictions entre les colonialismes hiérarchisants ou assimilateurs, ainsi que leurs interconnexions et instabilités parasitaires. Dans *The Nation and Its Fragments* Partha Chatterjee traite de la manière dont le colonialisme a été fondé dans un « gouvernement de la différence » qui rend impossible la mission civilisatrice. Dans « Shades of Wildness », Ajay Skaria distingue la différence posée comme une essence de la différence comme anachronisme, qui voit les groupes sociaux situés dans une hiérarchie comparative unique (728).

47. Wilder, « Practicing Citizenship in Imperial Paris », 46, 45, 47.

48. Chakrabarty, *Provincializing Europe*, 8.

49. Voir Hindess, « The Liberal Government of Unfreedom ».

50. Bhabha, « Of Mimicry and Man » ; Stoler, « Rethinking Colonial Categories ».

51. Hindess, « The Liberal Government of Unfreedom », 102-104.

authentique⁵². Il était nécessaire d'intervenir pour enseigner aux Indigènes (ou les obliger) à être vraiment eux-mêmes. Ces trois tactiques furent déployées dans les Indes orientales néerlandaises, comme je vais l'expliquer plus bas, avec un accent particulier sur la troisième d'entre elles – le stade suprême de l'altérité authentique.

La structure de « l'ajournement permanent » continue d'imprégner les agendas contemporains du développement. Le développement planifié part du postulat de « l'améliorabilité » des « groupes cibles » ; il établit aussi une frontière qui sépare radicalement ceux qui ont besoin d'être développés, de ceux qui vont faire le développement. Des sujets déficients ne peuvent être identifiés et améliorés que de l'extérieur ; comme le remarque Stacy Pigg, l'intervenant ne peut appartenir à la catégorie cible⁵³. Dans de nombreuses postcolonies, la différence raciale s'est facilement transmuée en divisions construites autour de la localité, des classes et du statut. Dans ce cadre, les tuteurs basés en ville, qui se distinguaient par leur éducation et leur savoir-faire technique, se sont joints au dispositif transnational du développement pour énoncer la bonne manière de vivre aux villageois déficients et enfermés dans leurs traditions.

Dans le cadre de la « configuration institutionnalisée du pouvoir » définie par David Ludden comme un « régime du développement », les États coloniaux tardifs et postcoloniaux ont en commun : 1) des pouvoirs en place qui revendiquent le progrès comme but, 2) un « peuple » dont les conditions doivent être améliorées, 3) une idéologie de la science qui offre des principes et techniques pour réaliser et mesurer le progrès, et 4) des élites autoproclamées, éclairées, censées utiliser la machine étatique pour le développement et lutter pour le pouvoir en arguant de leur aptitude à faire advenir le progrès⁵⁴. À l'instar de leurs prédécesseurs coloniaux, les régimes de développement national contemporains recourent parfois à la violence pour arriver à leurs fins, mais son usage récurrent est signe de faiblesse. Il suggère en effet que « le peuple » rejette les améliorations proposées, les trouvant inefficaces, nuisibles, ou simplement non pertinentes. Bien que ce rejet soit en général attribué à l'incapacité du peuple à comprendre ce qui est bon pour lui, un certain niveau de consentement populaire est nécessaire pour qu'un régime développementaliste garde un certain crédit en matière d'amélioration du bien-être populaire. Pour le dispositif transnational du développement (bailleurs, banques de développement, consultants, agences non-gouvernementales), le consentement est crucial. Ne pouvant recourir légitimement à la violence, ces organismes ne peuvent fonctionner qu'en éduquant les désirs et en réformant les

52. Voir Cooper et Packard, *International Development and the Social Sciences*, 7 ; Thomas, *Colonialism's Culture*, 15, 144. Dans *Citizen and Subject*, Mahmood Mamdani explore la constitution simultanée des sujets ethniques et des citoyens modernes dans l'Afrique coloniale et postcoloniale et la spatialisation rurale-urbaine de cette dernière.

53. Pigg, « Inventing Social Categories through Place », 507.

54. Ludden, « India's Development Regime », 252.

pratiques de leurs populations cibles. Par exemple, dans le programme de développement néolibéral promu par la Banque mondiale, que je décris au chapitre 7, des experts cherchent à rendre leur groupe cible entreprenant, participatif, responsable et opposé à la corruption. Ces caractéristiques ne peuvent pas être imposées – elles peuvent uniquement être favorisées en établissant des conditions qui encouragent le peuple à se comporter comme il le devrait.

Tous les éléments de la triade de Foucault continuent d'opérer au Nord comme au Sud. A minima, le contrôle d'un territoire, classique enjeu de souveraineté, constitue un prérequis du gouvernement. De même pour le droit: le droit comme tactique de gouvernement des conduites n'est effectif que parce qu'il s'appuie sur une menace de sanction. Si ce n'était pas le cas, nous ne serions pas nombreux à payer nos impôts. Le terme de despotisme qualifie sans doute correctement l'approche punitive des régimes de protection sociale (welfare devenu désormais workfare: accès aux prestations sociales conditionnées par l'obligation de travailler) au Nord, qui forcent les gens à adopter un comportement approprié en les menaçant de leur retirer leurs moyens de subsistance. Bien qu'ils s'appuient sur des logiques expertes, du point de vue de leurs victimes, ces régimes se différencient peu du despotisme de souverains qui peuvent ôter la vie ou la liberté à discrétion. En Indonésie, tout comme dans les postcolonies subsahariennes et l'État pétrolier du Nigéria respectivement décrits par Achille Mbembe et Michael Watts, des individus, des firmes et d'autres entités opérant avec ou sans aval officiel s'accaparent des terres, pillent des ressources et mettent des vies en danger en toute impunité⁵⁵. Ils sont de connivence avec l'armée et la police, des malfrats et des milices. Pourtant, les explications de cet état de fait en termes d'échec à progresser de manière linéaire vers des formes modernes de gouvernement manquent un point important: parmi les compagnies protégées par des milices privées, on trouve des entreprises transnationales cotées en bourse et valant des millions de dollars. À l'instar des anciens souverains, mais dans des habits neufs, les firmes transnationales contemporaines, soutenues par des régimes autoproclamés libéraux, pillent les ressources comme elles le veulent parce qu'elles le peuvent. Elles sélectionnent leurs victimes selon leur gré et écrivent les règles légitimant leurs actions. Ainsi, les pouvoirs déductifs associés à la souveraineté ne sont pas englobés dans la catégorie du gouvernement; ils coexistent dans des relations complexes, présentant des contradictions que j'explore dans plusieurs des chapitres qui suivent.

55. Mbembe, *On the Postcolony*; Watts, « Development and Governmentality ».

Les limites de la gouvernementalité

Gouverner signifie agir sur les actions de sujets qui conservent leur capacité de faire autrement⁵⁶. L'usage de la violence, même dans une logique de progrès, engage le pouvoir absolu d'un souverain à infliger des sanctions. La violence se situe au point d'articulation entre gouvernement et souveraineté. J'ai déjà décrit une autre limite du gouvernement – la limite posée par la pratique du politique, la possibilité toujours présente qu'une intervention soit contestée par des critiques rejetant son diagnostic et ses prescriptions. Je souhaite ici décrire deux autres limites du gouvernement.

L'une est la limite posée par la cible du gouvernement: la population. Les humains dans leurs rapports, leurs liens, leurs intrications, ne sont pas faciles à gérer. Dans leurs relations à la richesse, aux ressources, aux moyens de subsistance, reconnues par Marx et d'autres comme le pivot des injustices de classe et des mobilisations politiques, ils finissent d'une manière ou d'une autre par devenir la cible de technologies visant à assurer des arrangements optimaux – un point sur lequel je reviendrai plus loin. Le climat, les épidémies, un territoire avec ses qualités, ne sont pas des objets passifs. Ce sont, comme Bruno Latour nous le rappelle, des actants, des forces dynamiques qui surprennent en permanence ceux qui cherchent à les exploiter et à les contrôler⁵⁷. Avec leurs coutumes, habitudes, façons d'agir et de penser, les humains ne sont pas moins récalcitrants. Les relations et processus qui préoccupent le gouvernement posent des limites intrinsèques à la capacité des experts à améliorer les choses. Il y a inévitablement un excès. Il est des processus et relations que l'on ne peut reconfigurer sur la seule base d'un plan.

La seconde limite est celle représentée par les formes disponibles de savoirs et de techniques. Foucault observait que la principale forme de savoir de la gouvernementalité était l'économie politique, qu'il entendait comme l'art libéral de gouverner la société sur un mode économique – peser sur l'équilibre délicat des processus sociaux et économiques, mais ni plus ni moins que nécessaire pour les optimiser. L'économie politique d'Adam Smith se concentrait sur la main invisible du marché, comprise comme la manière extrêmement complexe et largement autorégulée par laquelle les processus économiques coordonnent un éventail infini de volontés individuelles. À l'instar des experts qui doivent procéder avec circonspection pour tenter de réguler la sphère désormais connue comme « l'économie », l'art du gouvernement visant la population ne doit pas méconnaître l'équilibre délicat des processus vitaux qui l'organisent⁵⁸. Les dispositifs d'intervention doivent respecter « l'intégrité et l'auto-

56. Voir Foucault, « Afterword: The Subject and Power », 220.

57. Latour, *We Have Never Been Modern*; Mitchell, *Rule of Experts*, 23, 28, 30.

58. Voir Burchell, « Peculiar Interests ».

nomie des dynamiques du corps social »⁵⁹. Les sciences sociales ont émergé en lien avec ce nouveau concept de population et son corrélat, la société. Leur tâche était de fonder un savoir théorique des processus immanents à la population, un savoir à partir duquel il est possible de développer des interventions calculées⁶⁰.

Pour des libéraux comme Adam Smith, toute revendication d'omniscience ou volonté de réguler la société sur un mode totalisant était contre-productive. Graham Burchell souligne que le problème de l'excès de régulation était déjà manifeste au XVIII^e siècle, quand les critiques ne blâmaient pas les dirigeants pour leur despotisme : « Vous ne devez pas faire ceci, vous n'avez pas le droit ». Les critiques reprochaient bien plus aux dirigeants leur prétention à l'omniscience et à diriger de manière totale : « Vous ne devez pas faire ceci parce que vous ne savez pas, et ne pouvez pas savoir ce que vous faites »⁶¹. Comme James Scott le note, la combinaison de la prétention au savoir total et du despotisme est tout particulièrement nocive. Il expose à la fois la futilité et la violence des programmes détaillés d'ingénierie sociale dans lesquels les experts s'acharnent à faire table rase des relations existantes pour bâtir *ex nihilo*⁶².

Plutôt que d'exercer un contrôle total, l'objectif du gouvernement est de soutenir et d'optimiser les processus dont la vie dépend. Il n'y a cependant aucune garantie de résultat positif. « Irréductiblement utopistes », les interventions gouvernementales ne peuvent jamais accomplir tous leurs projets⁶³. Si les promesses d'amélioration ne se réalisent pas, c'est notamment parce que le diagnostic est incomplet. Comme je l'ai avancé plus haut, il ne peut être complet si des processus politico-économiques clés sont exclus d'un domaine conçu comme technique, connaissable et borné. En outre, les interventions gouvernementales génèrent régulièrement des effets contradictoires, voire pervers. De fait, le désordre du monde, son caractère réfractaire au gouvernement, est causé, du moins pour partie, par le chevauchement de divers programmes gouvernementaux, chevauchement séquentiel ou synchronique, lorsque deux programmes ont des objectifs inconciliables. Les échecs suscitent de nouvelles interventions pour corriger les défaillances nouvellement identifiées – ou nouvellement créées. Les limites de chaque intervention gouvernementale modèlent la suivante. Les nouvelles réflexions sur la manière de gouverner n'émergent pas seulement d'idées inspirées mais aussi de l'observation pragmatique de la marche pratique des choses.

Les limites du gouvernement dessinées ici soulignent les limites de la gouvernementalité comme analytique – manière de comprendre comment

59. Hannah, *Governmentality and Mastery of Territory in Nineteenth-Century America*, 24.

60. Voir Hindess, « The Liberal Government of Unfreedom », 97.

61. Burchell, « Peculiar Interests », 137. Voir aussi Gordon, « Governmental Rationality ».

62. J. Scott, *Seeing Like a State*.

63. Voir Dean, *Governmentality*, 1999.

le pouvoir fonctionne, et ce qu'il effectue. Je compléterai les idées de Foucault en me tournant vers Marx qui propose une manière plus robuste de théoriser les processus qui animent les relations entre « les hommes et les choses ». Pour traiter des manières dont les gens en viennent à se mobiliser pour contester les vérités au nom desquelles ils sont gouvernés, et pour changer leurs conditions de vie, je me rapprocherai d'Antonio Gramsci. En opérant ces déplacements, mon objectif n'est pas de construire une sorte de super-théorie, un amalgame à la cohérence improbable. J'assume plutôt les aspérités et les tensions que des traditions théoriques différentes introduisent en raison des questions distinctes qu'elles posent, et aussi des outils qu'elles offrent pour guider mon analyse.

Le capitalisme et ses contradictions

Dans l'Angleterre médiévale, le verbe *to improve* (améliorer) signifiait mettre en valeur une terre agricole, opération souvent associée au fait d'enclaver des friches ou des terres communes⁶⁴. L'enclosure est en même temps un acte de dépossession, et une clé du processus que Marx nomme l'accumulation primitive. Adossées à un régime juridique promouvant le concept de propriété privée, les enclosures convertissent la terre en un bien qui peut être monopolisé par un agriculteur individuel ou une firme. Posséder des terres privées permet aux producteurs ruraux de se muer en entrepreneurs qui non seulement répondent aux demandes du marché, mais aussi accumulent de la terre et du capital. Ceux qui échouent à privatiser la terre, parce qu'ils ont tardé à se lancer, ou n'ont pas su garder ce qu'ils avaient face à des mécanismes violents d'exclusion ou de concurrence, sont privés d'accès aux moyens de production. Ils sont forcés de devenir des travailleurs salariés, exploités par ceux qui, grâce à leur contrôle du capital, peuvent payer les travailleurs en-dessous de la pleine valeur de leur travail.

La séquence transformative appropriation-évacuation-exploitation-accumulation, au cœur du processus exploré par Marx dans *Le capital*, est à l'œuvre dans les contextes agraires de nombreuses régions au Sud. Dans les hautes terres du Sulawesi Central que je vais décrire, les agriculteurs manient une conception de l'amélioration très similaire à celle de l'Angleterre médiévale : pour eux, un investissement en travail qui accroît la productivité de la terre constitue une forme d'enclosure créatrice de droits privés. Là encore, certains agriculteurs ont plus de succès que d'autres dans l'accumulation de terre et de capital. L'échelle et la vitesse de la séquence d'appropriation-évacuation exposée par Marx ont toutefois beaucoup augmenté ces dernières années. Des dizaines de milliers de per-

64. Williams, *Keywords*, 133. Voir aussi Drayton, *Nature's Government*, 51.

sonnes qui conservaient encore un accès direct à la terre il y a une décennie se trouvent à présent sans terre. Pour comprendre les raisons de ce changement, les outils analytiques fournis par Marx me sont nécessaires. Je dois aussi saisir comment ont été établies les conditions de cette transformation. Cela revient à examiner les modalités du croisement entre gouvernement et capitalisme. Cette intersection comporte quatre éléments.

Premier élément, et le plus évident, les relations capitalistes ont un double rôle, de vecteur de l'extraction et de véhicule de transmission d'habitudes de diligence, de responsabilité et de mesure précise des coûts et bénéfices qui caractérisent, dans la pensée libérale, le sujet idéal et autonome des droits⁶⁵. C'est pour partie parce que les experts croient aux effets « améliorants » de la discipline capitaliste sur des couches de la population supposées privées de ces habitudes qu'ils évitent de proposer la restructuration des relations de production comme remède à la pauvreté. Pour eux, la concurrence est facteur d'efficacité.

Second élément, le capitalisme, comme le reconnaissait Marx, ne constitue pas un système autonome. L'accumulation primitive est un processus violent. Les lois qui appuient la propriété privée, imposent l'exclusion et produisent du travail « libre », constituent d'autres formes de violence. Dans les métropoles comme dans les colonies, les profits qui reviennent au capital ont été subventionnés par des investissements dans les infrastructures réalisés par les régimes en place sur des fonds publics. La poursuite de la croissance des économies capitalistes a besoin d'interventions. Les experts les justifient comme des mesures d'optimisation de l'intérêt général. Bien qu'ils ne tirent pas directement profit de l'entreprise capitaliste, ils promeuvent la croissance parce qu'ils sont convaincus qu'elle bénéficie à la population dans son ensemble. Pourtant, les interventions qui établissent les conditions de la croissance sont aussi celles qui permettent la dépossession de certains secteurs de la population. Gagnants et perdants n'émergent pas naturellement de la magie du marché, ils sont sélectionnés⁶⁶.

Troisième élément, le travail d'optimisation requiert l'attention des experts quant aux mécanismes d'éviction et de paupérisation coproduits avec la croissance. Il ne s'agit pas d'une réflexion a posteriori. L'intervention est une condition de la croissance dans le mode de production capitaliste. La création délibérée de marchés de la terre et du travail provoque ce que Polanyi appelle un « contre-mouvement » – une demande d'intervention ancrée dans la reconnaissance de ce que « livrer le destin du sol et des personnes au marché reviendrait à les anéantir ». Les demandes de protection sociale rencontrent un large écho, car des groupes aux positions diverses s'accordent sur le besoin d'éliminer la misère et d'atténuer

65. Hindess, « The Liberal Government of Unfreedom », 99-100.

66. La coercition qu'implique la création de la propriété privée et les interventions qui constituent et soutiennent le capitalisme tel que nous le connaissons, sont étudiées par Mitchell dans *Rules of Experts*.

les perturbations et le désordre⁶⁷. La gestion des retombées de la progression du capitalisme est l'une des tâches assignées aux tuteurs. Exercer la tutelle, ce n'est pas détenir une quelconque solution définitive au désordre et au déclin – en fait, comme Michael Cowen et Robert Shenton le notent, ça ne peut être le cas, puisque la sécurité de tous, pris dans les rets du capitalisme, n'existe pas⁶⁸. Les tuteurs qui promettent le progrès doivent se mettre à distance de toute complicité avec le chaos et la destruction. Leur intervention est « toujours le remède, jamais la cause »⁶⁹. Les tuteurs ne peuvent pas traiter – encore moins reconnaître – le jeu de forces contradictoires dans lequel ils évoluent. Résultat, les tentatives pour techniciser et rendre gouvernables « les hommes dans les relations aux... richesses, ressources, moyens de subsistance » sont chroniquement incomplètes. Capitalisme et progrès sont pris dans une étreinte infernale.

Quatrième élément, les tuteurs utilisent l'échec d'une population particulière à améliorer (à transformer en profit la générosité de la nature) ou à conserver (à protéger la nature pour le bien commun) pour rationaliser leur dépossession et justifier l'attribution des ressources à des gens qui en feront meilleur usage⁷⁰. Pendant la période coloniale, la dépossession s'appuyait sur ce que Richard Drayton appelle le mythe de l'Indigène « gaspilleur » ou « imprévoyant » : « Quel que soit celui qui était là, il dilapidait ses ressources, et... pouvait être légitimement chassé, ou soumis à la tutelle européenne »⁷¹. Ce mythe est encore bien vivant dans les bureaucraties nationales et les agences transnationales promouvant le développement agricole et la conservation de la nature. On le mobilise toujours pour justifier les spoliations, comme je vais le montrer.

La jonction des processus capitalistes avec des dispositifs d'intervention est un trait remarquable des transformations en cours dans les collines de Sulawesi, que je décris au milieu de ce livre. Des fonctionnaires ont attribué des terres utilisées par les habitants des hautes terres depuis des temps immémoriaux à des entreprises promettant d'accroître la production et à des agences de conservation qui enclosent la nature pour la protéger des abus des paysans. Évictions et déplacements constituent aussi des effets inattendus de programmes conçus pour améliorer le bien-être des habitants des hautes terres, notamment en les réinstallant dans les vallées mieux situées pour leur fournir routes et services. La base foncière

67. Polanyi, *The Great Transformation*, 131. Voir aussi Gillian Hart, « Development Critiques in the 1990s », 650. Hart développe une discussion convaincante de la relation entre capitalisme (développement avec un « d » minuscule) et le Développement (avec un « D » majuscule) comme pratique intentionnelle.

68. Cowen et Shenton, *Doctrines of Development*, 10, 456.

69. Crush, « Introduction: Imagining Development », 10. Voir aussi Mitchell, *Rule of Experts*; et Watts, « 'A New Deal In Emotions' ».

70. Drayton, *Nature's Government*, 55.

71. *Ibid.*, 232. Sur l'« imprévoyance » ou l'« inconséquence » indigène, voir aussi Fairhead et Leach, *Misreading the African Landscape*; Leach and Mearns, *The Lie of the Land*; et McAfee, « Selling Nature to Save It? », 139.

des installations dans les vallées est toutefois insuffisante. Incapables de survivre dans les basses terres et expulsés des forêts, les gens des hautes terres sont à présent sans terre, et ils se sont mobilisés pour réclamer leur dû. Afin d'expliquer comment ces mobilisations ont émergé, je dois m'appuyer sur un autre jeu de concepts glanés dans la tradition d'Antonio Gramsci.

Positions critiques

Comme l'écrit Nikolaus Rose, les critiques ont le pouvoir de « remodeler et d'étendre les termes du débat politique, ce qui permet de poser des questions différentes, élargit les espaces de la contestation légitime, modifie les relations des différents participants aux vérités au nom desquelles ils gouvernent ou sont gouvernés »⁷². Le critique que je dépeins, partant de l'énoncé de Rose, est l'universitaire dont le médium principal pour apprendre du monde ou le changer est le texte. Par opposition, le critique évoqué par Gramsci est un activiste, intéressé à la fois à étudier et à aider à la production de situations dans lesquelles des groupes sociaux en viennent à se voir comme des collectifs, à développer des points de vue critiques et à se mobiliser pour se confronter à leurs adversaires. Les « sujets sourcilieux » que j'ai mentionnés plus haut, cibles des programmes d'amélioration, occupent aussi une place importante dans mon récit.

En bon disciple de Marx, Gramsci considérait que les groupes fondamentaux moteurs des transformations sociales étaient les classes, différenciées par leur accès aux moyens de production. Il comprenait toutefois que les groupes sociaux réels engagés dans des luttes situées sont bien plus divers, diversité reflétant leurs expériences fragmentaires, leurs attachements et l'enchâssement de leurs idées culturelles. Pour lui, donc, on ne peut comprendre comment une pratique collective critique émerge en faisant référence à des concepts abstraits comme le capital et le travail. Cette question devait être abordée sur un mode concret, qui prenne en compte les positions multiples occupées par les gens, et les pouvoirs divers auxquels ils ont à faire face⁷³. S'appuyant sur le travail de Gramsci, Stuart Hall propose de comprendre l'identité comme le produit d'une articulation. Plutôt que de voir l'identité comme le socle fixe à partir duquel des points de vue et actions se développent, il soutient que de nouveaux intérêts, de nouveaux positionnements de soi et des autres, ainsi que de nouvelles significations surgissent de manière contingente du cours même

72. Rose, *Powers of Freedom*, 277.

73. Pour expliquer l'attention que Gramsci porte aux conjonctures, voir Crehan, *Gramsci, Culture, and Anthropology*, et Moore, *Suffering for Territory*.

des luttes. L'approche gramscienne autorise donc une compréhension de la pratique du politique et des perspectives critiques dont elle dépend du fait de son caractère spécifique, situé et incarné. Un exemple peut servir à illustrer le type d'analyse que cette approche favorise.

En 2001, Freddy, un jeune homme du lac Lindu au Sulawesi central, me raconta comment il avait « appris la pratique du politique » (*belajar berpolitik*). Pour lui, cela voulait dire apprendre à comprendre par lui-même ce qui allait et n'allait pas dans le monde, et comment pousser cette analyse pour provoquer le changement. Sa révélation était survenue quelques années auparavant, lorsqu'une ONG basée à Palu, la capitale provinciale, commença à aider les gens de son village à s'organiser pour contester la construction d'un barrage hydroélectrique devant inonder leurs terres et les forcer à les quitter. De retour chez lui après un séjour à Java, où il avait travaillé et étudié durant quelques années, il fut envoyé par le chef de village pour observer les activités de cette ONG et rapporter les types de perturbations qu'elle fomentait. Il commença donc à assister à leurs réunions, écoutant depuis le fond de la salle, et il prit progressivement conscience du fait que tout ce que les membres de l'ONG disaient au sujet de l'importance des moyens de subsistance, de la conservation et de la légitimité des droits fonciers coutumiers était parfaitement sensé. À l'inverse, plus il écoutait les fonctionnaires faire la promotion du barrage comme un bond en avant sur la voie du « développement » dans la province et un gage d'avenir meilleur pour les villageois, moins il les trouvait crédibles.

La campagne contre le barrage se déployait sous le régime de l'Ordre nouveau, à une époque où les personnes qui avaient des points de vue critiques les partageaient souvent sous la forme de plaisanteries cyniques et d'apartés, mais sans les exprimer dans les forums publics ou s'engager dans l'action collective. Les ONG comme celles qui aidaient le village de Freddy, étaient menacées par les autorités et accusées d'être communistes. Mais à la vue du dévouement des jeunes membres de l'ONG travaillant avec eux, et après avoir absorbé une partie de leur énergie intellectuelle, il finit par être convaincu que l'apprentissage de la pratique politique était une avancée positive. Il eut l'impression, décrit-il, de se réveiller d'un long sommeil paresseux. Il commença à regarder d'un œil neuf les gens autour de lui qui, dans son village et dans l'appareil d'État, avaient trop peur pour s'engager dans le débat politique. Lorsque je le rencontrai en 2001, après la chute de Suharto, il sentait que des opportunités de pratiquer le politique s'étaient ouvertes, mais que les gens étaient lents à s'en saisir. Il leur fallait désapprendre les habitudes de passivité cultivées durant les trois décennies de double-pensée et de double-discours de l'Ordre nouveau et commencer à penser au politique positivement, comme à un droit.

Durant la lutte pour l'indépendance et particulièrement durant la période de 1945 à 1965, jusqu'au coup d'État fomenté par l'armée qui provoqua le massacre d'un demi-million de gens désignés comme

communistes, beaucoup d'Indonésien s'étaient activement impliqués dans les affaires politiques et les débats sur l'avenir de la nation. Il y avait aussi des mobilisations de masse de travailleurs, de paysans, de femmes, de jeunes, de communautés régionales et religieuses, tous engagés dans des luttes pour la redistribution des ressources et la reconnaissance de différences (culturelles, historiques, régionales, religieuses) qui fonctionnaient comme autant de points de distinction et d'alliance. Mais Sukarno, le premier président, se retrancha derrière le paternalisme de la « Démocratie guidée », ouvrant la voie à son successeur, Suharto, qui put ainsi clamer que la politique n'était qu'une distraction qui n'était d'aucune aide dans le travail du développement. *Politique* devint un gros mot. Le but du régime de Suharto était d'asseoir un état de stabilité non-politique dans lequel rien d'« inconvenant » ou d'« excessif » ne surviendrait – la condition d'inquiétante tranquillité que John Pemberton décrit de façon mémorable dans son ethnographie de Java⁷⁴.

Dans les conditions hostiles de l'Ordre nouveau, réhabiliter la pratique du politique n'était pas un mince exploit. Pour comprendre comment un jeune homme des hautes terres de Sulawesi a pu accomplir cet exploit, il convient d'examiner à la fois le processus d'émergence de son positionnement politique et la forme singulière qu'il a pris. Avec ses compatriotes villageois, Freddy en est venu à se voir comme le membre d'un groupe autochtone défendant son territoire contre l'État – une identité qu'il ne portait pas en lui lorsqu'il avait quitté le village pour poursuivre ses études des années auparavant. Cette identité est apparue lorsqu'un ensemble d'idées auxquelles il avait été exposé par les ONG appuyant son village, l'aidera à donner un sens à la situation, à localiser les alliés et les opposants, et à s'organiser⁷⁵. Les identités, selon Stuart Hall, « sont sujettes au « jeu » permanent de l'histoire, de la culture et du pouvoir ». Ce sont des « points instables d'identification ou de suture... Non pas une essence mais un *positionnement* »⁷⁶.

Dans ce livre, j'explore les positionnements qui permettent aux gens de pratiquer une politique critique. Je m'intéresse aussi aux positionnements qui se forment via la volonté d'agir pour les autres : la position de tuteur, et celle de sujet déficient dont la conduite doit être dirigée. Gramsci n'a pas analysé la position de tuteur, qui entretient une relation ambiguë avec celle d'« intellectuel organique » dont la tâche est d'aider les subalternes à comprendre leur oppression et à se mobiliser pour la contester. Cependant, le travail de l'intellectuel et celui du tuteur ne sont pas

74. Pemberton, *On the Subject of « Java »*, 4, 6. Voir aussi Antlöv, « Not Enough Politics ! », 75.

75. J'ai étudié cette situation dans « Articulating Indigenous Identity in Indonesia » en m'appuyant sur le concept d'articulation de Stuart Hall comme connexion contingente entre les idées mettant en cause le *statu quo* et les forces sociales pouvant (ou non) se mobiliser pour suivre ces idées. Voir Hall, « On Postmodernism and Articulation ».

76. Hall, « Cultural Identity and Diaspora », 225-226.

complètement distincts. Comme je vais le montrer, les activistes indonésien s'engagés dans une politique critique décèlent de nombreuses défaillances dans la population qu'ils cherchent à soutenir. Leur appui devient technique, une façon d'instruire les gens à la bonne pratique du politique. Ce sont aussi des planificateurs. Ils se retrouvent dans la volonté d'améliorer les autres, et plus spécifiquement dans la volonté de leur donner du pouvoir. Leur vision de l'amélioration implique que les gens revendiquent activement leurs droits et endossent les devoirs de la citoyenneté démocratique⁷⁷.

La valeur de l'approche gramscienne pour mes objectifs, réside dans l'accent mis sur comment et pourquoi des sujets particuliers, situés, se mobilisent pour contester leur oppression. C'est une question que Foucault n'a pas traitée. Inversement, il marque un point concernant la théorisation explicite de la manière dont le pouvoir modèle les conditions dans lesquelles les vies sont vécues. En dépit du recours des gramscistes au concept d'hégémonie sur ce point, les formulations de Gramsci se sont révélées notoirement énigmatiques et fragmentées en la matière. Dans sa revue critique des usages de Gramsci par les anthropologues, Kate Crehan soutient que pour Gramsci, le terme d'*hégémonie* sert « simplement à nommer un problème – à savoir comment sont produites et reproduites les relations de pouvoir qui sous-tendent diverses formes d'inégalités »⁷⁸. Il ne l'utilisait pas pour décrire une condition fixe mais plutôt comme une façon d'évoquer « la manière dont le pouvoir est vécu en des temps et lieux spécifiques », toujours, pensait-il, comme un amalgame de coercition et de consentement⁷⁹.

Foucault partageait cet intérêt porté à la manière dont le pouvoir est vécu mais il abordait la question différemment. Gramsci comprenait le consentement comme lié à la conscience. Foucault comprenait les sujets comme formés par des pratiques dont ils pouvaient ne pas avoir conscience, et auxquelles leur consentement n'était ni donné ni retiré. En outre, Foucault a mis l'accent sur la manière dont le pouvoir autorise autant qu'il contraint ou force. Il travaille au travers de pratiques qui sont pour l'essentiel banales et routinières. Dès lors, l'opposition binaire compatible avec l'analyse gramscienne – soit les gens consentent à l'exercice du pouvoir, soit ils lui résistent – était inutile pour Foucault⁸⁰. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de trancher entre Gramsci et Foucault sur ce point. Certaines pratiques rendent le pouvoir visible ; elles déclenchent des réactions conscientes, justement décrites dans des termes comme ceux de résistance, d'ajustement ou de consentement. D'autres modalités du

77. *The Will to Empower* est le titre d'un livre de Barbara Cruikshank dans lequel elle offre une analyse frappante de cet assemblage dans un contexte nord-américain. Voir aussi Rose, *Powers of Freedom*, 268.

78. Crehan, *Gramsci, Culture, and Anthropology*, 104.

79. *Ibid.*, 200.

80. Pour une discussion instructive sur les théorisations compatibles de Gramsci et Foucault, voir Moore, *Suffering for Territory*.

pouvoir sont plus diffuses, tout comme les réponses que les gens leur apportent. John Allen a exprimé ce point avec éloquence en observant que le pouvoir « fait souvent sentir sa présence via une série de registres enchevêtrés. L'érosion des choix, la fermeture des options, la manipulation des résultats, la menace de la force, l'approbation de l'autorité ou les gestes accueillants d'une présence séductrice, ou les combinaisons de ceux-ci »⁸¹.

Des pouvoirs multiples ne peuvent être totalisants ou homogènes. Pour moi ce constat est crucial. La multiplicité des pouvoirs, les nombreuses manières par lesquelles les pratiques positionnent les gens, les divers registres « enchevêtrés », produisent des failles et des contradictions. Les sujets formés par ces matrices – des sujets comme Freddy – tombent sur des incohérences qui donnent du grain à moudre à leurs réflexions critiques. De plus, des pouvoirs qui ont été vécus comme diffus, ou n'ont pas même été ressentis comme tels, peuvent ensuite faire l'objet d'un examen critique. De fait, exposer comment le pouvoir fonctionne, déconstruire des vérités pour pouvoir les examiner et les contester, ces points figuraient au cœur des agendas politiques de Foucault comme de Gramsci⁸². Foucault n'a pas développé la façon dont ces perspectives pourraient devenir collectives, même si on peut facilement établir le lien. Dans la mesure où les pratiques de gouvernement définissent des groupes plutôt que des individus isolés, elles ouvrent un espace potentiel de partage pour des perspectives critiques. L'un des effets inattendus des programmes d'amélioration – le barrage du lac Lindu par exemple – est de produire des groupes sociaux capables d'identifier leurs intérêts communs et de se mobiliser pour changer leur situation⁸³. Ces collectifs ont leurs propres fractures internes, de classe, de genre ou ethniques. C'est leur rencontre avec des tentatives de « les améliorer » qui forme la base de leurs idées et actions politiques. Les universitaires travaillant dans une perspective foucauldienne ont souvent constaté la « réversibilité stratégique » des relations de pouvoir, lorsque des diagnostics de déficiences imposés d'en haut sont « réappropriés » sous forme de demandes d'en bas, ancrées dans le sentiment d'être dans son bon droit⁸⁴. La mise en relation des contributions de Foucault et Gramsci me permet d'étendre ce constat et d'exprimer ce point plus nettement : les programmes d'amélioration peuvent stimuler la contestation politique de manière non-intentionnelle. La façon dont cela se passe est en outre située et contingente. Les inondations et les maladies, la topographie, les variations de la ferti-

81. Allen, *Lost Geographies of Power*, 195-196.

82. Sur la notion de politique dans Foucault, voir Dean, *Governmentality*, 36-37 ; et O'Malley, Weir et Shearing, « Governmentality, Criticism, Politics ».

83. Gavin Smith dans *Confronting the Present*, et Donald Moore, dans « Clear Waters and Muddied Histories » et « Subaltern Struggles and the Politics of Place » montrent comment le processus de mobilisation politique définit des intérêts et forme des communautés.

84. Gordon, « Governmental Rationality », 5 ; Rose, *Powers of Freedom*, 92.

lité des sols, les prix sur les marchés mondiaux, le tracé d'une route – tous ces événements peuvent stimuler l'analyse critique en faisant exploser les modèles experts pour en exposer les faiblesses.

Les études inspirées de Foucault ont une tendance à l'anémie au sujet de la pratique du politique⁸⁵. Dans *Powers of Freedom* de Rose, par exemple, la discussion sur le politique se limite à la conclusion intitulée « au-delà du gouvernement ». Rose y avance que « l'analyse des formes de contestation peut nous aider à comprendre la façon dont quelque chose de nouveau est créé, dont une différence est introduite dans l'histoire sur le mode du politique ». Il ne s'agit pas, dit-il, de « chercher à identifier les agents particuliers d'une politique radicale – qu'il s'agisse de classes, de races ou de genres – ou de distinguer une fois pour toutes les forces de la réaction de celles du progrès en termes d'identités fixes. On doit plutôt examiner les manières dont la créativité naît de la situation d'êtres humains engagés dans des relations spécifiques de pouvoir et de sens, ainsi que ce qui est fait des possibilités de cette situation »⁸⁶. Je trouve qu'on a là l'énoncé très clair d'un programme de recherche critique digne d'attention, mais ce n'est pas celui que Rose lui-même poursuit. Les raisons en sont à la fois théoriques et méthodologiques.

J'ai soutenu qu'une approche gramscienne, attentive aux configurations de pouvoir en des temps et des lieux donnés, ainsi qu'à des situations surdéterminées et floues, génératrices de créativité, convenait mieux à l'analyse de la pratique du politique. Cette stratégie de recherche est pleinement compatible avec une analytique de la gouvernementalité, comme je le montrerai. Rose rejette pourtant cette stratégie, dans la mesure où il veut séparer les études de la gouvernementalité, de celles qu'il nomme les sociologies de la gouvernance – études de la manière dont la gouvernance se met en place concrètement, dans toute sa complexité⁸⁷. Pour étudier le gouvernement, écrit-il, on ne peut se contenter de partir de « questions historiques ou sociologiques apparemment évidentes ; ce qui est arrivé et pourquoi. Il faut commencer par se demander ce que les diverses sortes d'autorités ont voulu faire advenir, en relation avec des problèmes définis de quelle manière, poursuivant quels objectifs, via quelles stratégies et techniques »⁸⁸. Pour des raisons similaires, Foucault avançait que l'étude de la généalogie d'un complexe institutionnel comme l'incarcération était totalement distincte de l'étude ethnogra-

85. L'argument est avancé par O'Malley dans « Indigenous Governance », et O'Malley, Weir et Shearing, dans « Governmentality, Criticism, Politics », 509. Ils soutiennent que la dimension critique, politique dans Foucault est noyée dans la littérature sur la gouvernementalité. Elle doit être réaffirmée et reliée à l'étude des sociologies et aussi des mentalités afin de dévoiler et d'étendre l'arène de contestation. Voir aussi McClure, « Taking Liberties », et Valverde, « "Despotism" and Ethical Liberal Governance ».

86. Rose, *Powers of Freedom*, 279.

87. *Ibid.*, 19.

88. *Ibid.*, 20.

pique du « chaudron de sorcières » des pratiques qui imprègnent la réalité des prisons⁸⁹.

Je conviens que l'étude de la logique des programmes gouvernementaux et celle de l'histoire sociale constituent des formes d'enquêtes distinctes, et qu'elles requièrent des palettes d'outils différentes. Mon point de vue est que nous ne devrions pas favoriser l'une au détriment de l'autre. De plus, je soutiens que leur mise en dialogue nous offre des points de vue sur la manière dont les programmes gouvernementaux sont constitués et contestés. Plutôt que de mener des analyses séparées, j'ai fait de l'intersection entre les programmes gouvernementaux et le monde qu'ils prétendent transformer le sujet principal de ce livre. Pour expliquer comment je propose d'étudier ce croisement, il me faut à présent discuter la méthode.

Pour une méthode ethnographique

Ma stratégie de recherche combine deux types d'études que Rose maintiendrait séparées : l'analyse des interventions gouvernementales (leur généalogie, leur diagnostic et prescriptions, leurs exclusions constitutives), et l'analyse de ce qui advient, lorsque ces interventions s'insèrent dans les processus qu'elles cherchent à réguler et à améliorer. Cette stratégie m'emmène au-delà du plan, de la carte et de l'appareil administratif, vers des situations où les efforts pour accomplir la bonne disposition des choses rencontrent – et produisent – des « chaudrons de sorcières » abritant des processus, pratiques et luttes qui débordent de leur cadre.

L'examen de cet « au-delà » de la programmation ne signifie pas le remplacement d'un artefact (le programme) par un vrai objet d'étude (le monde). Foucault admettait volontiers que rien ne se passe comme prévu par les modèles des planificateurs. Pourtant, il insistait sur le fait que ce n'étaient pas là de pures utopies « dans la tête de quelques faiseurs de projets ». Ces programmations ne sont pas des « des projets de réalité qui échouent. Ce sont des fragments de réalité ». Elles « induisent toute une série d'effets dans le réel ». Elles « se cristallisent dans des institutions, elles informent le comportement des individus, elles servent de grille à la perception et à l'appréciation des choses »⁹⁰. Je reprends ce point de vue pour soutenir que les programmes et leurs conséquences incertaines sont également réels, et qu'ils méritent une attention égale⁹¹.

89. Foucault, M. 2001 (1^{ère} éd. 1980), « Table ronde du 20 mai 1978 », in Perrot, M. (éd.) *L'impossible prison. Recherches sur le système pénitentiaire au XIX^e siècle*, in *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris : Gallimard (coll. Quarto), 839-853.

90. *Ibid.*

91. Dans *No Condition Is Permanent*, Sara Berry propose une analyse riche des contestations entourant les tentatives coloniales de gouverner l'Afrique au moyen de la coutume tribale, mais elle néglige l'étude des programmes qui ont stimulé ces contesta-

Il ne s'agit pas, lorsqu'on examine les effets de programmes à des moments spécifiques, de tenter de tout saisir en une fois. Une étude ethnographique est toujours sélective. Il ne s'agit pas non plus de traiter des lieux comme des isolats qui se suffiraient à eux-mêmes. C'est tout-à-fait le contraire puisque, comme Doreen Massey l'explique, « ce qui donne à un lieu sa spécificité n'est pas une histoire intériorisée sur la longue durée mais le fait qu'il se construit à partir d'une constellation spécifique de relations combinées et articulées à un emplacement particulier »⁹². J'explore par conséquent la manière dont les interventions gouvernementales configurent les manières de penser et d'agir, non pas en opérant seules, mais en travaillant en tant qu'élément d'une constellation. Je me préoccupe d'histoires, de mémoires et de paysages particuliers, et de l'ancrage d'idées culturelles, afin de mieux saisir comment le pouvoir est vécu, produit et contesté.

Ma stratégie d'écriture est faite d'allers-retours entre l'étude de l'émergence d'une nouvelle cible d'intervention gouvernementale et l'exploration des effets de cette intervention lorsqu'elle croise d'autres forces et vecteurs sur un terrain historiquement situé. Je réalise une lecture détaillée des documents de programmes et les situe dans le contexte de leurs exclusions constitutives. Je mobilise des sources ethnographiques et historiques pour dévoiler les processus qui s'écartent du modèle et sont exclus à mesure que les planificateurs construisent une arène favorable à la gestion et au calcul. J'examine les fractures dans ce domaine technique, les difficiles collaborations entre les tuteurs et leurs groupes cibles, et la position délicate des experts qui promettent des améliorations qu'ils sont incapables d'apporter. Je m'intéresse aux pratiques formelles de planification, tout comme aux « pratiques souterraines » par lesquelles les programmes sont ajustés pour répondre aux contingences et aux revirements⁹³, par exemple : regarder ailleurs en cas d'infractions aux règles, échouer à rassembler ou utiliser l'information qui fragiliserait le récit linéaire du plan, construire des données démontrant l'infailibilité du « succès »⁹⁴. J'explore les défis posés par les personnes situées au bout de la chaîne de toute cette attention, lorsqu'elles mettent en rapport les coûts et les bénéfices des projets d'amélioration avec leurs luttes situées pour la terre, leurs modes de subsistance et leurs revendications. Je n'en fais pas des héros

tions. Dans *Rule of Experts*, Mitchell explique comment l'apparence même d'un monde divisé entre pensées et actions, plans et conséquences, est un effet du pouvoir.

92. Massey, « Power Geometry », 66. La fécondité d'un concept comme celui-ci, de lieu comme fondement d'une ethnographie critique est amplement démontrée par Moore dans *Suffering for Territory*; voir aussi Bebbington, « Reencountering Development ».

93. Voir O'Malley, « Indigenous Governance », 311.

94. James Scott décrit les pratiques non-conformes nécessaires pour appuyer « les prétentions et l'insistance de micro-ordres décrétés officiellement » (*Seeing Like a State*, 261). Voir mon récit ethnographique de telles pratiques dans « Compromising Power » et le traitement systématique de cette question par Mosse dans « Is Good Policy Unimplementable? ».

défiant le pouvoir depuis l'extérieur, mais je montre plutôt comment leurs combats se sont construits au sein des matrices de ce pouvoir. J'examine les manières dont les contestations politiques sont contenues par de nouveaux programmes de gouvernement, parfois pour être rouvertes dans des phases de retournements, qui sont inhérentes au pouvoir conçu comme une relation de « provocation permanente ».

Je commence au chapitre 1 par une revue de la manière dont les contradictions intrinsèques à la volonté de progrès se sont exprimées en Indonésie sur deux siècles, au rythme des assemblages gouvernementaux qui se sont succédé. Dans le chapitre 2, j'examine la première séquence de dispositifs d'intervention mis en œuvre dans les hautes terres du Sulawesi Central, mettant au jour ce que les tuteurs ont cherché à changer, les techniques qu'ils ont conçues, et les résultats qui ont émergé. Dans le chapitre 3, je me concentre sur les processus de formation du capital et de l'identité qui ont été stimulés par ces projets, ou les ont croisés pour ultérieurement faire le lit de conflits violents. Dans le chapitre 4, j'étudie un second ensemble de projets d'amélioration visant un objectif de « développement et conservation intégrés » dans les quelques soixante villages qui entourent le Parc national de Lore Lindu. Le chapitre 5 porte sur la pratique du politique, retraçant comment et pourquoi un groupe de paysans s'est mobilisé pour contester l'autorité des nombreux tuteurs qui avaient conçu des projets pour les aider, et a agi pour initier des améliorations selon ses critères propres. Avec le chapitre 6, j'examine une intervention ultérieure répondant à la contestation du parc : une tentative d'utilisation d'un système élaboré de consultation encadrée, pour persuader les villageois frontaliers du parc d'adopter l'idée de conservation. Dans le chapitre 7, j'élargis la focale au-delà de Sulawesi pour interroger un projet de la Banque mondiale à un milliard de dollars, d'ampleur nationale, visant à promouvoir des pratiques de transparence et de responsabilité dans la fourniture d'infrastructures rurales, et le recours à la médiation pour gérer les conflits émergents, sous-produits inévitables du progrès économique selon les experts sociaux de la Banque mondiale.

Si la focalisation et la sélection sont nécessaires à la construction d'un argumentaire, je me suis toutefois efforcée de ne pas atténuer la complexité ou de ne pas forcer le réel à entrer tout entier dans un cadre fixé. Je conçois plutôt les traits spécifiques de mes différents sites d'études, leur désordre, comme une provocation qui me permet de mettre à l'épreuve le répertoire conceptuel que j'ai adopté et de confronter la théorie au monde qu'elle devrait expliquer. L'étude minutieuse de conjonctures spécifiques – typiquement le travail des anthropologues et des historiens sociaux, entre autres – ouvre un espace pour un travail théorique de nature différente de ce que font les universitaires, engagés dans une critique immanente de textes théoriques, ou la production de modèles généraux. J'espère que les lecteurs d'abord intéressés par la gouvernementalité apprendront quelque chose en observant les pratiques de gouvernement par les yeux d'une anthropologue, engagée dans ce que Sherry Ortner nomme une « posture

ethnographique ». Cette approche produit de l'intelligibilité « par la richesse, la texture et le détail, plutôt que par la parcimonie, le raffinement et l'élégance (au sens des mathématiciens) »⁹⁵. À l'inverse, j'espère que les lecteurs dont l'Indonésie constitue l'intérêt premier verront que la réflexion sur la volonté de progrès permet de regarder un terrain familier avec un œil neuf : l'histoire de l'Indonésie a tellement été modelée, plus ou moins directement, par cette volonté. Enfin, j'aimerais que les lecteurs impliqués dans des entreprises de développement rural ou de gestion environnementale trouvent dans mon récit matière à alimenter leur propre réflexion critique sur les programmes d'amélioration, leurs perspectives et leurs limites.

95. Ortner, « Resistance », 174.